



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

(U.A.C.)

\*\*\*\*\*



FACULTE DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

(FLASH)

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

(D.G.A.T)

\*\*\*\*\*

**MEMOIRE DE MAITRISE**

**OPTION : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**DYNAMIQUE INSTITUTIONNELLE ET  
SOCIALE DANS LE DEVELOPPEMENT  
LOCAL DE LA COMMUNE DE LOKOSSA**

**Réalisé par :**

Herman Aurélien FOLLY

**Sous la Direction de :**

Dr Omer THOMAS

(Maître de Conférences au DGAT/FLASH/UAC)

&

Dr Ismaïla TOKO IMOROU

(Maître de Conférences au DGAT/FLASH/UAC)

Soutenu le, 26/ 12/ 2016

## SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES .....	3
DEDICACE .....	4
REMERCIEMENTS .....	5
RESUME .....	6
ABSTRACT .....	6
INTRODUCTION .....	7
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE.....	9
CHAPITRE II : CADRE D'ETUDE.....	15
CHAPITRE III : DEMARCHE METHODOLOGIQUE .....	23
CHAPITRE IV : RESULTATS .....	28
CHAPITRE V: DISCUSSION.....	49
CONCLUSION.....	53
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	55
ANNEXES .....	59
LISTE DES FIGURES .....	71
LISTE DES TABLEAUX .....	71
LISTE DES PHOTOS ET PLANCHE DE PHOTOS .....	72
TABLE DES MATIERES .....	73

## **SIGLES ET ACRONYMES**

<b>ABE</b>	: Agence Béninoise pour l'Environnement
<b>AFD</b>	: Association Française pour le développement
<b>ANCB</b>	: Association Nationale des Communes du Bénin
<b>AIMF</b>	: Association Internationale des Maires Francophones
<b>AIVE</b>	: Association Internationale des Villes Educatrices
<b>CLCAM</b>	: Caisse Locale du Crédit Agricole et Mutuel
<b>CONAFIL</b>	: Commission Nationale des Finances Locales
<b>CPS</b>	: Centre de Promotion sociale
<b>DGAT</b>	: Département de Géographie et Aménagement du Territoire
<b>DSCR</b>	: Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
<b>FLASH</b>	: Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines
<b>IGN</b>	: Institut Géographique National
<b>INSAE</b>	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
<b>LaCarto</b>	: Laboratoire de Cartographie
<b>MARP</b>	: Méthode Active de Recherche Participative
<b>MCL</b>	: Maison des Collectivités Locales
<b>MCF</b>	: Ministère de la Coopération Française
<b>MD</b>	: Mission de Décentralisation
<b>MED</b>	: Ministère de l'Economie et du Développement
<b>MISD</b>	: Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation
<b>MDGLAAD</b>	: Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>OIT</b>	: Organisation Internationale du Travail
<b>PDC</b>	: Plan de Développement Communal
<b>PDM</b>	: Partenariat pour le Développement Municipal
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNDCC</b>	: Programme National de Développement Conduit par les Communautés
<b>PTF</b>	: Partenaires Techniques et Financiers
<b>RGPH</b>	: Recensement Général de la population et de l'Habitation

## **DEDICACE**

A

- mon feu père François C. FOLLY,
- ma mère Micheline TOYOU.

## REMERCIEMENTS

J'exprime ma gratitude à toutes les personnes qui de près ou de loin ont contribué à la réussite de ce travail. A cet effet, j'adresse mes vifs remerciements :

- ☞ à mon maître de mémoire : Dr Omer THOMAS, Maître de Conférences au DGAT, qui a accepté de diriger ce travail avec abnégation malgré ses multiples occupations;
- ☞ à mon co-directeur Dr Ismaïla TOKO IMOROU, Maître de Conférences au DGAT, pour sa disponibilité dont il a fait preuve pour la réalisation de ce chef-d'œuvre, recevez ici mes sincères gratitudees ;
- ☞ au corps professoral du DGAT pour le savoir et le savoir-faire qu'il m'a transmis dont sa pratique a permis la réalisation de ce mémoire n'est qu'une première tentative de recherche sans prétention qui traduit partiellement la rigueur scientifique exigée de nous ;
- ☞ à tout le personnel du laboratoire de cartographie (LaCarto) en général et particulièrement à M. Sébastien KOUTA pour les diverses contributions ;
- ☞ à tous mes camarades de la promotion 2013 pour les divers soutiens ;
- ☞ et à tous ceux qui ont contribué d'une manière quelconque à la réalisation de ce travail.

## RESUME

La présente recherche est une contribution à l'évaluation de la dynamique institutionnelle et sociale dans le développement local dans la commune de Lokossa. La démarche méthodologique utilisée pour atteindre les objectifs fixés s'articule essentiellement autour de la collecte des données, du traitement des données collectées et de l'analyse des résultats. La collecte des données sur le terrain est réalisée sur un échantillon de 156 personnes parmi lesquelles se retrouvent tous les acteurs intervenant dans le développement local de la commune de Lokossa. La commune de Lokossa coopère avec cinq catégories de partenaires (les ONG locales, les ONG internationales, les collectivités territoriales étrangères, les partenaires bilatéraux et multilatéraux). Ces partenaires appuient la commune dans la réalisation des projets et programmes de développement à travers trois modes en proportion variable dont 54,7% Financiers ; 27 % Matériels et 18,3 % Techniques. Ainsi, la contribution de ces partenaires se traduit par 37,4 % de Dons et 62,6 % de Subventions. Ces partenaires ont investi au total 3996,7 millions de francs CFA dans douze domaines socio-économiques dans la commune dont 2503,6 millions de francs CFA comme Subvention et 1976,1 millions de francs CFA comme Dons. Ces différentes réalisations ont contribué au mieux-être de la population et au développement de la commune. La population de Lokossa reste attachée au développement de sa localité et participe aux actions des partenaires compte tenu non seulement de l'intérêt personnel mais aussi de celui général. Ainsi, six types de participation ont été identifiés (rémunérée, fonctionnelle, passive, consultative, interactive et auto-mobilisation) et font des populations non seulement des initiateurs mais aussi des bénéficiaires des œuvres de développement.

**Mots clés :** Lokossa, dynamique institutionnelle et sociale, développement local, participation, population locale

## ABSTRACT

This research is a contribution to the evaluation of institutional and social dynamics in local development in the district of Lokossa. The methodological approach used to achieve the objectives is essentially based on the collection of data, the processing of the data collected and the analysis of the results. Field data collection is carried out on a sample of 156 people, including all actors involved in the local development of the municipality of Lokossa. The municipality of Lokossa cooperates with five categories of partners (local NGOs, international NGOs, foreign territorial authorities, bilateral and multilateral partners). These partners support the municipality in the implementation of development projects and programs through three modes in varying proportions of which 54.7 % Financial; 27 % Materials and 18.3 % Techniques. Thus, the contribution of these partners translates into 37.4 % of grants and 62.6 % of grants. These partners invested a total of 3,996.7 million CFA francs in twelve socio-economic areas in the district of which 2503.6 million CFA francs as Subsidy and 1976, 1million CFA francs as Donations. These various achievements have contributed to the well-being of the population and to the development of the district. The population of Lokossa remains committed to the development of its locality and participates in the actions of the partners taking into account not only the personal interest but also the general one. Thus, six types of participation have been identified (remunerated, functional, passive, consultative, interactive and self-mobilizing) and make populations not only initiators but also beneficiaries of development works.

**Key words:** Lokossa, institutional and social dynamics, local development, participation, local population

## INTRODUCTION

A la fin des années 70, en réaction à l'impuissance de l'analyse économique néoclassique de la croissance régionale d'un côté, et à la perte d'impact de la politique régionale traditionnelle de l'autre, un ensemble de théories sur le développement régional a émergé (MOULAERT *et al.*, 2008). Les difficultés budgétaires que commencent à connaître les Etats nationaux contribuent à remettre en cause des politiques régionales basées sur la localisation concentrée des activités économiques (MOULAERT *et al.* 1999). La conception médiocre de l'équilibre le mieux approprié entre centralisation et décentralisation est l'une des causes fondamentales de la léthargie des communes (DJANKAKI, 2007). C'est ainsi que durant les années 90, les gouvernements de nombreux pays africains ont décidé de lancer le processus de décentralisation en développant un cadre législatif pour l'accompagner. Si l'élément déclencheur de l'accession à la décentralisation est très variable d'un pays à un autre, cet ordre politique repose néanmoins sur quelques constats partagés. D'abord l'échec de l'approche de développement par le haut (approche top down), selon ADJAHO (2004), il n'est plus possible aujourd'hui de diriger plusieurs millions de femmes et d'hommes et de s'occuper efficacement de leurs préoccupations essentielles et quotidiennes avec un seul élu à la tête de l'Etat et quelques dizaines d'honorables députés réunis au sein d'une Assemblée Nationale. Ce processus modifie le contexte du développement local et conduit à la recherche d'une articulation entre projets de développement communal (DIALLO, 2008). Ainsi de l'avis de SAWADOGO (2003), la décentralisation est la voie indiquée sinon la voie obligée. Elle permet la réalisation d'une synthèse sociale et offre un cadre approprié pour une bonne gestion et un partage équilibré des pouvoirs et des ressources économiques. A priori la décentralisation est un processus intéressant car, elle répond à plusieurs motivations qui sont souvent portées par des acteurs différents : les Etats eux-mêmes, les populations concernées et leurs représentants, les ONG et les divers types de coopérations. En effet, mettre les acteurs sociaux au premier plan dans un projet n'est pas un rappel à la bonne volonté ni un plaidoyer commandité par l'éthique. C'est aux planificateurs et aux experts techniques pour que soit reconnue la place centrale de ce qui est le facteur principal dans le processus de développement : la participation populaire (GRES, 2003).

Ainsi, le Bénin à l'instar des autres pays de l'Afrique au Sud du Sahara tels que le Cameroun, le Sénégal, le Mali, le Burkina-Faso, le Niger, pour ne citer que ceux-là, se sont résolument engagés dans la voie de la décentralisation. La décentralisation a pour enjeux principaux, la promotion de la démocratie de proximité et du développement local (AKOUEDE, 2012) Au

Bénin, les bases de ce nouvel ordre politique ont d'abord été tracées par la constitution du 11 décembre 1990 à travers son titre 10 consacré aux collectivités territoriales. Les Etats généraux de Janvier 1993 ont ensuite fixé les grandes orientations de la réforme de l'administration territoriale. Après la promulgation des cinq textes de lois sur la décentralisation respectivement en janvier 1999 et en mars 2000, les élections locales furent organisées en décembre 2002. Les collectivités locales au Bénin n'ont démarré leurs activités qu'en début 2003 et le mandat des élus locaux a été renouvelé en avril 2008 (ADJAHO, 2004).

Il ressort de l'expérience menée sur cette période que dans la plupart des pays, particulièrement au Bénin, la décentralisation est un processus multi-acteurs. Les élus locaux jouent un rôle central dans la décentralisation mais doivent tenir compte des réseaux d'acteurs déjà existants avec leurs intérêts et leurs rapports de pouvoir. Même si ces élus se trouvent dans un cadre légal avec des pouvoirs et responsabilités définis par la loi, ils doivent gagner la légitimité et la confiance de leur électorat et développer des relations efficaces avec les autorités informelles (ou traditionnelles), les prestataires de services, les ONG et toutes autres organisations locales de développement. Pour ANNE SIMON (2000), ni les politiques d'aménagement du territoire, mise en œuvre pour corriger les disparités géographiques, ni le jeu du marché ne peuvent aboutir à un développement local réussi sans une adhésion et une participation effective des acteurs et des organisations. Ainsi, la décentralisation offre un cadre par excellence de jeux d'acteurs, de rapports de pouvoir et de force, de négociation, d'interaction entre acteurs, d'élaboration des règles et de régulation des rapports, etc. Dès lors, des réformes substantielles ont été adoptées dans le mode et les mécanismes d'intervention des organisations internationaux, régionaux et nationaux de développement. Le présent mémoire intitulé « **Dynamique institutionnelle et sociale dans le développement local dans la commune de Lokossa** » permet de cerner les liens entre les collectivités locales, les organisations, institutions locales et internationales puis l'implication des populations locales dans le développement local de la commune de Lokossa.

La présente étude est structurée en cinq chapitres à savoir :

- ❖ un premier chapitre consacré au cadre théorique de l'étude ;
- ❖ un deuxième chapitre qui présente le cadre d'étude ;
- ❖ un troisième chapitre qui aborde la démarche méthodologique ;
- ❖ un quatrième chapitre qui traite des résultats et ;
- ❖ un cinquième chapitre qui fait état de la discussion.

## **CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE**

Le chapitre I est consacré à la présentation du cadre théorique qui aborde en premier temps la problématique, les hypothèses et les objectifs de recherche, les définitions opératoires et deuxièmement le milieu d'étude.

### **1.1 Problématique**

Pendant plusieurs décennies, les pays africains ont été soumis à un système de gestion n'ayant forcément pas pris en compte les besoins essentiels des populations à la base (PDM, 2001). Les stratégies de développement mise en œuvre depuis les deux dernières décennies n'ont permis de juguler efficacement la pauvreté. Cette dernière s'est plutôt accrue (Banque mondiale, 1997). En effet, la plupart des programmes et projets de développement qui ont été élaborés n'ont pas connu les résultats escomptés (PNUD, 2001).

La perspective du développement socio-économique dans le contexte de l'administration territoriale décentralisée implique inévitablement deux opérations : la prise en compte des besoins des populations à la base et la planification du développement (HOUMENOU, 2001).

Par ailleurs, dans le contexte mondial du désengagement des Etats, de libéralisation de nombreux secteurs d'activités et le processus de démocratisation, les sociétés civiles ont progressivement émergées dans les pays du sud. Ainsi, la question du développement à la base en synergie avec les objectifs nationaux est d'actualité dans la plupart des pays africains au sud du Sahara. Plusieurs stratégies ont été donc élaborées pour réaliser ces objectifs avec plus ou moins de bonheur (ZAKARI, 2004).

En ce qui concerne spécifiquement le Bénin, l'analyse des expériences de développement connues jusqu'ici montre que l'Etat avait joué un rôle trop prépondérant qui n'a malheureusement pas permis aux communautés de s'identifier pleinement aux actions initiées à leur profit (MAMAN, 2000). Les raisons explicatives d'une telle situation sont diverses et variées. La non implication et la non-participation des bénéficiaires locaux depuis leur phase de conception jusqu'à celle de réalisation sont identifiées comme principaux facteurs de l'échec des projets et programmes de développement (SARDAN, 1995). Face à cette situation, le Bénin a réorienté sa politique de développement en privilégiant le plan local comme base de développement (DAGBEGNON, 2000). Pour DOSSOU (2006), la mise en œuvre de cette politique ne peut se faire que dans le contexte de décentralisation qui constitue l'option privilégiée pour la promotion du développement local.

Selon KOUSSIHOUEDE (2005), le développement des communes béninoises dans le contexte de décentralisation dépend de la manière dont celles-ci sauront se doter des moyens pour fournir

aux populations et aux entreprises locales les services dont elles ont besoin. Ainsi, reconnaître les potentialités des organisations modernes et traditionnelles qui sont les véritables actrices du développement à la base est un facteur important pour améliorer les chances de participation des populations à la base au développement local. La mise en place d'un cadre de décentralisation appropriée doit veiller à confronter l'élaboration d'un cadre institutionnel qui renforce les synergies entre différents types d'organisations formelles et informelles existant actuellement (LAURENT, 1995).

Pour PAMPHILE (2000), le développement local est un processus consistant à mobiliser les énergies de tous les acteurs en vue de la promotion économique, sociale et culturelle d'un territoire. Autrement dit, c'est un processus qui vise la participation des acteurs avec pour finalité, l'amélioration des conditions de vie des habitants d'une zone déterminée. Ce n'est nullement un processus mécanique qui peut facilement être commandé à coup de politique et programme à caractère général. Dès lors, des réformes substantielles ont été adoptées dans le monde et les mécanismes d'intervention des organisations internationales, régionales et nationales de développement.

Ainsi, pour relever les défis de la décentralisation, la commune de Lokossa n'est pas restée en marge de cette révolution qui a fait l'objet de plusieurs initiatives de développement de la part des autorités locales.

Mais malgré tous les efforts de la part de l'Etat central, des collectivités locales et des partenaires au développement dans leur action et dynamique d'appui au développement des populations vulnérables, les besoins en développement sont encore énormes. Très souvent, les populations fournissent des efforts physiques (ramassage du sable, fourniture d'eau, apport de granite, etc). De même, sous la supervision des autorités locales ou des instances des associations de développement, des souscriptions volontaires, après une large concertation, sont décidées. Des cotisations sont levées et des stratégies opérationnelles sont déployées afin de susciter une contribution supplémentaire de la part des populations à travers toute une panoplie de stratégies de financements alternatifs. Par ailleurs, une fois les infrastructures réalisées les populations mettent en place des formes de gestion qui aident à la pérennisation des acquis des dites infrastructures (OGOOWALE, 2002).

C'est donc pour mieux cerner les liens entre les collectivités locales, les organisations et institutions locales et internationales puis l'implication des populations locales dans le développement local dans la commune de Lokossa, qu'a été choisi le thème : « **Dynamique institutionnelle et sociale dans le développement local dans la commune de Lokossa** ». Pour mieux cerner les contours du sujet, des questions de recherche méritent d'être posées :

- ☞ quelles sont les différentes organisations, institutions locales et internationales qui opèrent dans le développement local de la commune de Lokossa ?
- ☞ les institutions, organisations locales et internationales ont-elles impactées le développement local dans la commune de Lokossa ?
- ☞ les populations locales participent-elles aux actions des organisations, institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa ?

Dans le souci de répondre aux différentes questions de recherche, des hypothèses de recherche ont été formulées.

## **1.2 Objectifs de recherche**

L'objectif global de la présente étude est d'évaluer les dynamiques institutionnelle et sociale dans le développement local dans la commune de Lokossa.

De façon spécifique, il s'agit de :

- ☞ étudier les modes d'intervention des organisations et institutions locales et internationales dans le développement de la commune de Lokossa ;
- ☞ évaluer les effets des interventions des organisations, institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa ;
- ☞ analyser la participation des populations locales dans les actions des organisations et institutions locales et internationales.

## **1.3 Hypothèses de recherche**

Le choix du présent thème est fondé sur les hypothèses suivantes :

- ☞ plusieurs organisations, institutions locales et internationales accompagnent le développement local dans la commune de Lokossa ;
- ☞ les interventions des organisations, institutions locales et internationales ont impacté le développement local dans la commune de Lokossa.
- ☞ les populations locales participent aux actions des organisations, institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa ;

## **1.4. Clarification de quelques concepts**

La présente recherche s'articule autour de quelques concepts essentiels. La définition de ces concepts permet de mieux circonscrire leur cadre sémantique afin de lever toutes équivoques.

### **1.4.1. Collectivités locales ou territoriales**

Les collectivités locales ou territoriales sont des communautés sociales infra-étatiques qui ont pour assise une fraction du territoire national et pour lien une identité collective locale et reconnue dotée de personnalité morale lui permettant de gérer ses propres affaires.

Par ailleurs, la notion de collectivités locales est définie au Bénin par les articles 150 et 151 de la constitution du 11 décembre 1990. En effet, les collectivités s'administrent librement par des conseillers élus et dans les conditions prévues par la loi. Cela montre l'autonomie et l'autogestion des collectivités. Ainsi, dans le présent travail, c'est l'ensemble des individus d'une même commune entretenant des relations qui se fondent sur plusieurs notions à savoir : l'unité territoriale, l'unité linguistique, l'unité économique, la légitimité, la responsabilité et la défense de la corporation (MD 2002).

#### **☞ Décentralisation**

C'est un système d'administration qui consacre le partage du pouvoir, des compétences, des responsabilités et des moyens entre l'Etat et les collectivités territoriales (DJANKAKI 2002).

Selon ROCHEGUDE (2000), c'est le transfert d'un certain nombre de compétences administratives, financières et de gestion à des collectivités publiques territoriales distinctes de l'Etat, disposant de la personnalité morale, de l'autonomie financières et d'instances élues en matière d'organisation administrative et de gestion du territoire.

Ainsi, les collectivités territoriales décentralisées sont caractérisées par :

- un territoire propre ;
- la personnalité juridique et l'autonomie financière ;
- l'élection des autorités locales (Maire et Conseillers).

#### **☞ Découpage territorial**

Selon la loi de la constitution en République du Bénin, à son article 98, le découpage territorial est la délimitation des circonscriptions administratives (Départements) et les Collectivités Territoriales décentralisées (Communes) à l'intérieur du Territoire National.

La commune de Lokossa est divisée en cinq arrondissements que sont : Lokossa, Agame, Koudo, Houin et Ouèdèmè-adja. Ces arrondissements sont subdivisés en quinze quartiers de ville et vingt-neuf villages, soit un total de quarante-quatre localités (GUIDIBI 2006).

### ☞ **Déconcentration**

Selon la mission de la décentralisation (2007), la déconcentration est une délégation de compétence du niveau central (Etat) à une autorité locale nommée (par exemple le Préfet) dans le cadre d'une circonscription administrative (Département) qui ne dispose ni de la personnalité juridique ni de l'Autonomie financière. Dans le cas échéant, l'autorité locale nommée est dans un rapport de subordination hiérarchique avec l'autorité centrale qui l'a nommée. Ainsi, la commune de Lokossa en sa qualité de chef-lieu de département abrite la préfecture du Mono.

### ☞ **Développement local**

Selon la loi n° 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin, définit le développement local comme une volonté politique des acteurs de promouvoir le développement du territoire sur lequel ils vivent en vue d'améliorer la situation socio-économique des populations. Ce développement s'inscrit dans la logique d'une stratégie de lutte contre la pauvreté. C'est aussi, un processus fondé sur l'innovation où il faut inventer, adapter des outils financiers et organisationnels. C'est une dynamique, un processus, un mode de pensée volontariste impliquant différents acteurs en vue d'une ou de plusieurs actions pouvant conduire à des mutations avantageuses et durables pour la population d'un territoire donné; et non le résultat de mutations générales sur un territoire (AKOBI, 2009). Pour cela, il existe des conditions essentielles pour la mise en œuvre d'un développement local qui sont : une volonté locale, l'interdisciplinarité, le territoire, la capacité locale, la communication, la formation et l'animation. C'est dans ce sens que MERCOIRET (1994) définit le développement local comme un processus qui prend naissance à travers les initiatives des habitants des terroirs organisés pour opérer des choix responsables, pour créer une dynamique d'amélioration des conditions locales de vie, et pour défendre leurs intérêts face au pouvoir public. HASSANE (1999), affirme pour sa part que le développement local est la conséquence de l'effondrement des modèles de développement centralisé et des opportunités qu'offrent les collectivités locales en matière de développement participatif. Selon le même auteur, les principaux objectifs du développement local sont la mise en valeur des ressources locales, la création de liens économiques nouveaux et la consolidation des bases économiques d'un système local.

### ☞ **Initiative de développement**

Ensemble de projets auto-élaborés et d'actions concrètes initiées dont les résultats sont perceptibles et les impacts positifs sont potentiels et significatifs (OGOUWALE, 2002).

### ☞ **Partenaires Techniques et Financiers**

Les partenaires techniques et financiers (PTF) sont encore appelés les partenaires au développement. Ils participent au processus à travers des institutions et des organismes qui donnent des appuis techniques aux collectivités locales. Ils comportent aussi bien des acteurs publics que privés. Cette catégorie d'acteurs joue un rôle déterminant après celle des acteurs publics béninois. En effet, l'appui technique et financier que donnent ces acteurs aux précédents leur confère un pouvoir de décision dans la conduite du processus (AKOBI 2009).

### ☞ **Partenaire bilatéral**

C'est un pays industrialisé qui apporte des aides au plan politique, économique et social à un Etat en développement (MATTEUDI, 2012).

### ☞ **Partenaire multilatéral**

C'est un pays industrialisé qui apporte des aides au plan politique, économique et social à un Etat en développement par l'intermédiaire d'organismes internationaux (MATTEUDI, 2012).

### ☞ **Organisation non gouvernementale (ONG)**

Une organisation non gouvernementale est une catégorie d'acteurs qui joue le rôle du dernier plan puisque la loi ne lui en donne pas les prérogatives et ne possède pas les ressources nécessaires pour influencer le processus. Ils sont soumis au pouvoir des élus et à leur bonne volonté d'adopter l'approche participative pour les impliquer ou à faire de la bonne gouvernance une réalité (AKOBI 2009).

Le cadre théorique de cette étude, a permis de mieux cerner les contours des politiques de développement, des initiatives sociales et les aides au développement.

Cette situation amène à la découverte du cadre d'étude afin de ressortir la corrélation avec le sujet d'étude.

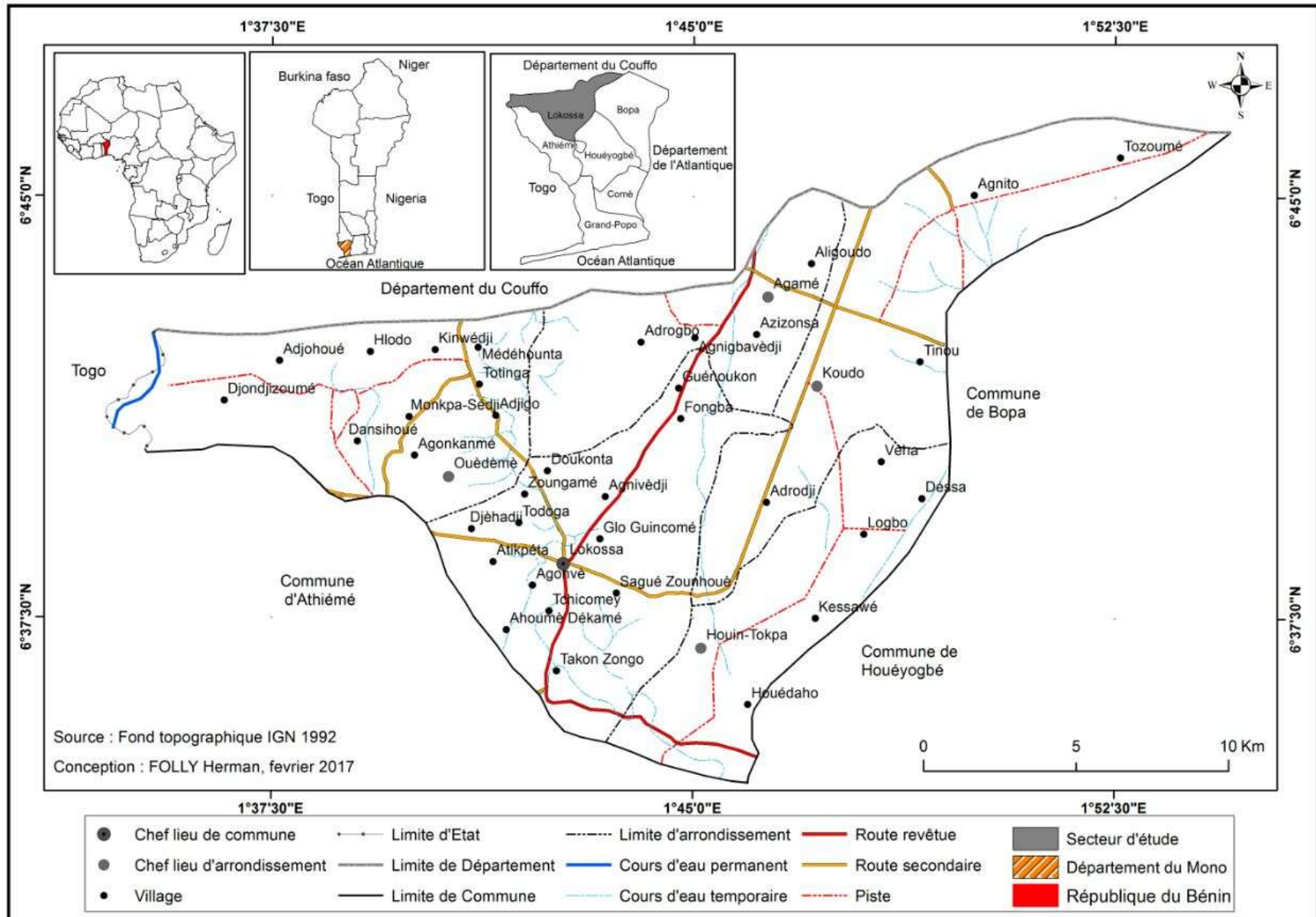
## **CHAPITRE II : CADRE D'ETUDE**

Le chapitre II est consacré à la présentation des caractéristiques physiques, humaines et économiques de la commune de Lokossa.

### **2.1. Situation géographique**

La commune de Lokossa est située entre 6° 34' 34'' et 6° 46' 26'' de latitude Nord et 1° 34' 21'' et 1° 54' 30'' de longitude Est. Elle est localisée au Sud-Ouest du Bénin et au Nord-Ouest du département du Mono. Elle est limitée au nord par la commune de Dogbo dans le Couffo, au sud par les communes d'Athiémé et de Houéyogbé, à l'est par celle de Bopa et à l'ouest par le territoire togolais (figure 1).

Elle couvre une superficie de 260 km<sup>2</sup> et est divisée en cinq (05) arrondissements qui sont : Lokossa, Agamé, Koudo, Houin et Ouèdèmè-Adja.



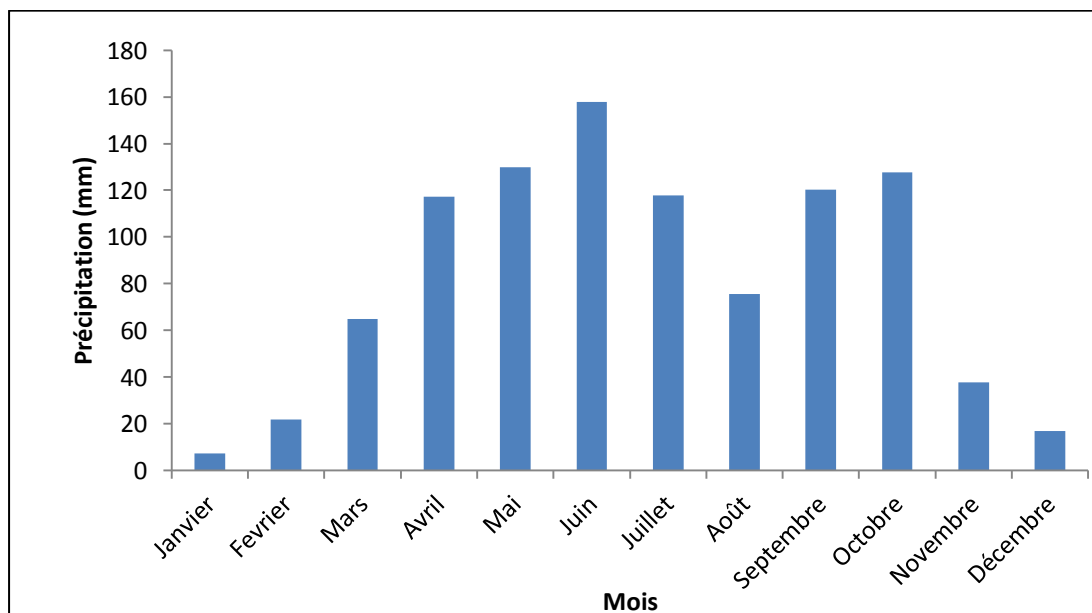
**Figure 1** : Situation géographique de la Commune de Lokossa

## 2.2. Caractéristique biophysique

### 2.2.1. Climat

La ville de Lokossa comme toute la partie méridionale du Bénin est caractérisée par un climat subéquatorial encore appelé climat béninien (HOUNDENOU, 1999). C'est un climat chaud marqué par une humidité plus ou moins élevée. On y distingue quatre saisons étalées de façon alternée sur toute l'année :

- une grande saison pluvieuse de mi-mars à mi-juillet ;
- une petite saison pluvieuse de mi-août à mi-octobre ;
- une grande saison sèche de mi-octobre à mi-mars ;
- une petite saison sèche de mi-juillet à mi-août (figure 2).



**Figure 2:** Variabilité inter-mensuelle des précipitations dans la Commune de Lokossa.

**Source :** ASECNA, 2012

Toutes ces caractéristiques imposent à la zone un régime bimodal comme le montre la figure 2 avec deux modes d'inégale importance (HOUNDENOU, 1999). Ainsi, les périodes d'avril à juillet et de septembre-octobre reçoivent respectivement 65 % et 17 % des précipitations annuelles.

De même, il est important de signaler que les températures moyennes annuelles varient entre 24 et 33°C. Toutefois, elles atteignent 38°C au mois de mars considéré comme le mois le plus chaud et 29°C en août considéré comme le mois le plus frais. L'amplitude thermique journalière est de l'ordre de 10°C environ. (ASECNA, 2009).

On peut retenir de l'aspect climatique que le milieu étant bien arrosé, et relativement chaud, favorise le développement des activités agricoles dans le secteur. Ce qui donne une orientation claire aux politiques de promotion et d'appui au secteur agricole.

### **2.2.2. Relief**

La Commune de Lokossa en général se situe sur le plateau argileux de la terre de barre dont l'altitude maximale dépasse rarement 200 m. Le site urbain de Lokossa demeure bas dans l'ensemble (10 à 60 m). Les dépressions plus ou moins prononcées donnent à l'ensemble du relief un aspect bosselé. Mais le relief du site urbain de Lokossa a une pente qui varie entre 0 et 8 % Adam et Boko (1993) et est subdivisé en trois grandes catégories :

- la première classe qui regroupe les zones inondables aux pentes comprises entre 1 et 2 %, est composée des marécages aux pentes nulles ;
- la deuxième classe de pente circonscrit la plus grande surface du site de la ville avec 5 à 8 % de la pente ;
- la troisième classe concerne les pentes de 8 % qui abritent l'essentiel des talus de la vallée de Salédo ;

Les buttes sur lesquelles est érigée la ville, constituent des remparts contre d'éventuelles crues du fleuve Mono et isole le plateau de Lokossa en une espèce d'inselberg (AGOSSOU, 1991). Les reliefs dont les pentes supérieures à 5 % sont favorables à l'installation humaine et à l'organisation de l'espace. Ainsi, selon le même auteur, les différents sites sont densément occupés par les populations. Mais, ceux dont les pentes sont inférieures à 5 % sont utiles pour l'exploitation agricole. Tous ces aspects sont des atouts pour le développement local de la localité.

Ce qui constitue une source d'orientation pour les politiques d'aménagement et d'assainissement d'une part, puis permet aux partenaires de la commune de bien définir les modalités et natures d'assistance d'autre part.

### **2.2.3. Sol, végétation et hydrographie**

#### **- Sol**

Dans la Commune de Lokossa, on rencontre deux types de sols, (Mairie de Lokossa, 2007).

- Les sols ferralitiques subdivisés en sol ferralitiques sur sédiment meuble argilo-sableux et en sols ferralitiques sur grès et matériau colluvial sableux et argilo-sableux. Ce dernier s'érode très rapidement, non seulement à cause de sa constitution, mais surtout à cause de la pente (5 à 8 %).

- Les sols hydromorphes dont les plus importants sont les sols hydromorphes sur matériau alluvial sablo limoneux ou limono-argileux.

Toutefois, de façon spécifique, les sols rencontrés dans la ville de Lokossa sont les sols gris alluviaux recevant les sédiments lavés sur les plateaux, les vertisols et enfin la terre de barre. La plupart de ces sols sont hydromorphes, donc soumis à l'inondation après les pluies diluviennes. Ils sont surtout localisés dans les quartiers périphériques situés au Sud - Ouest (Avèdji) et Nord - Ouest (Dansihoué) de Lokossa (AGOSSOU, 1991). Ces différents types de sol offrent d'une part une diversité de végétations et d'autre part, constituent des atouts favorables au développement local de la commune.

#### - **Végétation**

La commune de Lokossa est passée par endroit de savane arbustive et arborée ; et présente parfois une formation végétale dégradée. Cette dernière est actuellement composée de quelques espèces comme *Milicia excelsa* (iroko), *Adansonia digitata* (baobab), de *Ceiba pentandra* (fromager) et *Triplochyton scleroxylon* (Samba) que l'on retrouve dans le milieu (Mairie de Lokossa, 2007). Par ailleurs, le centre urbain dispose dans la dépression de "Lowounvodo" et à l'Est du cimetière municipal des espèces forestières d'alignement et de plantation qui sont sous la supervision des agents des eaux et forêts. Le couvert végétal du secteur d'étude connaît de profondes mutations depuis que les ressources ligneuses contribuent à l'amélioration des revenus des habitants. Les espèces floristiques classées purifient l'air et apportent d'humidité au milieu. Elles fournissent des bois d'œuvre et des bois de chauffe ainsi que des plantes médicinales aux populations de la localité DOVONON (2006).

Ceci permet de réorienter les politiques de sauvegarde de l'environnement en incitant les partenaires à y investir.

#### -**Hydrographie**

Lokossa dispose d'un important complexe fluvio-lacustre dominé par le lac Tchi qui isole le secteur de Lokossa du reste des plateaux du Mono. Ce complexe lacustre est réparti comme suit :

- au Sud-Est : le lac Toho qui est le plus important ;
- au Sud : le lac Djètoè ;
- au Nord : les lacs Doukon, Egbo et Togbadji.

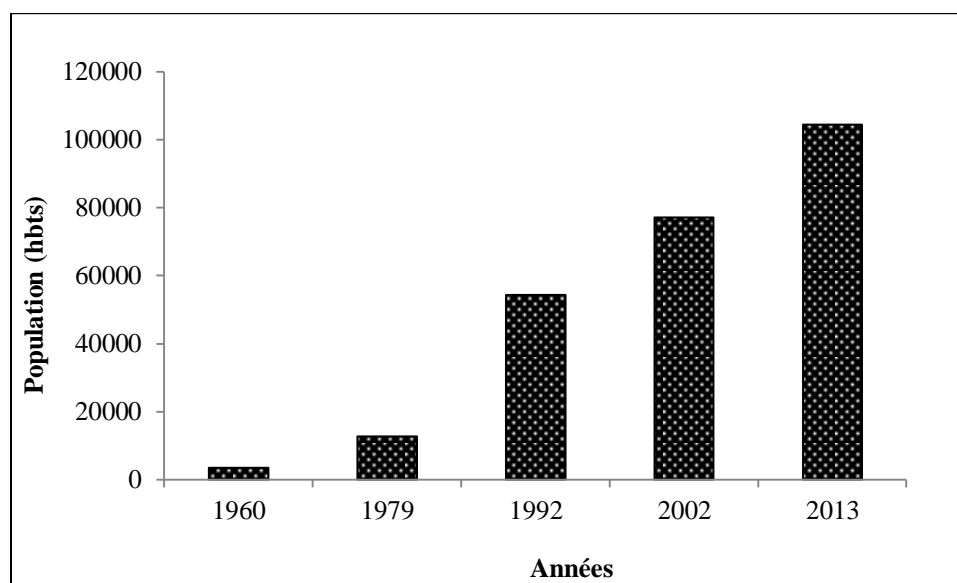
Dans la Commune de Lokossa en général, il existe aussi dans les environs de Houin, Gnawihoué (Koudo), Hounsa (Tinou), Agondékè, Yénawa (Lokossa) des sources d'eaux inexploitées. Tout cela constitue des potentialités pour la population locale.

Cette richesse fluvio-lacustre a permis à la commune de bénéficier de la part de ses partenaires de nombreux projets et programmes pour le maraichage puis d'envisager la promotion du tourisme.

## 2.2.4. Données humaines

### 2.2.4.1. Evolution de la population

Selon les données statistiques de l'INSAE, la population de la commune de Lokossa est passée de 3 500 habitants en 1960 à 12 626 habitants en 1979. Cette population est passée de 54 260 habitants en 1992 à 77 065 habitants en 2002 puis à 104 428 habitants au dernier recensement de 2013 (figure 3).



**Figure 3:** Evolution de la population de la Commune de Lokossa de 1960 à 2013.

**Source :** Données INSAE

L'examen de la figure 3 montre que la population de Lokossa évolue de façon exponentielle entre 1960 et 2013, cela constitue une main d'œuvre importante pour la localité mais aussi permettra aux autorités de la commune de revoir l'orientation des politiques de croissance économique puis d'urbanisation.

## 2.2.5. Développement des activités

La population de la commune de Lokossa étant majoritairement rurale, il s'en suit que les performances économiques essentielles sont du ressort du secteur primaire. Les principales activités auxquelles ces populations s'adonnent sont donc : l'agriculture, l'élevage et la pêche.

### **2.2.5.1. Agriculture**

L'agriculture avait permis à l'économie locale d'être florissante à l'époque où la filière palmier à huile comptait beaucoup pour le paysan de Lokossa. On avait même assisté à une bourgeoisie naissante dans le domaine. Malheureusement, faute de précautions, de diversification et pour cause de mauvaises gestions, la filière a connu un déclin qui a affecté l'ensemble de l'économie locale. Les timides tentatives de redressement observées çà et là n'ont pas encore réussi à corriger le tir. Il faut cependant noter que le palmier à huile (*Elaeis guinensis*) demeure malgré tout, la principale culture de rente de la localité et occupe une part importante dans la production agricole grâce aux coopératives de Houin-Agamé et à quelques producteurs privés qui s'intéressent de plus en plus aux palmiers sélectionnés.

Pour le reste, elle est beaucoup plus une agriculture de subsistance. Et conservant son caractère d'agriculture itinérante sur brûlis, elle utilise des outils rudimentaires comme le coupe-coupe, la houe, la pioche, etc. Les techniques culturales se résument à la jachère et à l'assolement. Les produits cultivés dans l'ensemble de la commune sont : le maïs (*zea mays*), le niébé (*vigna unguiculata*), le manioc (*manihot esculenta*), l'arachide (*arachis hypogea*), la canne à sucre (*saccharum officinarum*), la tomate (*solanum lycopersicum*), la patate douce (*ipomoea batatas*), le riz (*oryza sativa*), le piment (*capsicum annuum*), le gombo (*hibiscus esculentus*), les légumes (*corchorus olitorus*). Ils assurent l'alimentation des populations de la commune et les différentes cultures constituent des moyens de lutte contre la sécurité alimentaire.

### **2.2.5.2. Elevage**

L'élevage concerne les espèces telles que : les petits ruminants (ovins, caprins) ; les ovins et les porcins. Les populations qui s'y adonnent bénéficient d'un appui et d'un encadrement technique dans le cadre du Projet Aviculture Villageoise (PAV I, PAV II, PAV III) ; du projet Promotion Elevage Petits Ruminants en Milieu Villageois (PRV I, PRV II) et du Projet de Développement de l'Elevage (PDE).

Il faut signaler que les activités de campagne de vaccinations, d'inspections et de traitement exercées par le personnel d'encadrement du CeRPA permettent de sauver plusieurs têtes de petits ruminants, de volailles, de bovins et de détecter les maladies qui affectent surtout les bovins, les ovins, les caprins et les porcins. Toutefois, l'inexistence d'un plateau technique approprié (clinique et pharmacie vétérinaire) freine l'épanouissement du secteur. De plus, l'élevage est un secteur d'activité qu'il faut redynamiser afin de rendre la commune non dépendante des autres localités.

### **2.2.5.3. Pêche**

La pêche occupe bon nombre de personnes et s'exerce au niveau des lacs Doukon et Toho. L'éternelle préoccupation en la matière est le non-respect de la réglementation en vigueur.

Il faut noter que grâce au projet d'Appui au Monde Rural, la pisciculture a été initiée au niveau des étangs de Totinga (Ouèdèmè) et a commencé à se pratiquer dans d'autres localités (Vêha et Déssa dans l'arrondissement de Houin).

La commune de Lokossa dispose donc de certains atouts, tant sur les plans climatique, hydrographique, que du point de vue des ressources humaines, lui permettant de financer convenablement son propre développement.

Après avoir présenté le milieu d'étude, les aspects physiques et humains, une approche méthodologique est adoptée afin d'aboutir aux résultats escomptés pour cette recherche

## CHAPITRE III : DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le chapitre III s'articule autour de la collecte des données, la méthode de traitement des données et la méthode d'analyse des résultats.

### 3.1. Collecte des données

#### 3.1.1. Recherche documentaire

Cette étape a permis d'avoir une perception plus claire des paramètres qui concourent à la compréhension du sujet. Pour cela, plusieurs ouvrages (livres, mémoires, articles) qui ont abordé la question de la dynamique institutionnelle et sociale dans le développement local ont été consultés. Le tableau I présente la synthèse de la recherche documentaire

**Tableau I** : Synthèse de la recherche documentaire

Centres de documentations	Nature des documents	Types information recueillies
Centre de documentation de la FLASH	Livres, thèses, DEA, mémoires, rapports et articles	Informations générales à caractères méthodologiques
Laboratoire de cartographie DGAT/FLASH/UAC	Livres, thèses, mémoires rapports et articles et cartes	Informations générales et à caractères méthodologiques
Centre de documentation (MDGLAAT)	Livres, rapports article journaux	Informations sur : - les aides aux collectivités locales - le développement local et la décentralisation
Centre de documentation de (ANCB)	Livres, rapports articles	Information sur la décentralisation et le développement local.
Centre de documentation de la Mairie Lokossa	Livres, rapports, articles, journaux	Informations sur les activités de la Mairie et des Organisations Sociales.
Centre documentation (INSAE)	Livres, rapports et articles	Information sur : - les activités Socio-économiques - les statistiques et autres paramètres
Institut Géographique National (IGN-Bénin)	Carte topographique et photos Aériennes du Secteur	Information de base sur le Secteur : Nombres d'Arrondissements, de villages, de quartiers de villes.....
Centre de documentation (CONAFIL)	Livres, rapports et articles	Information sur les Finances Locales
Internet	Livres, rapports, articles, thèses et mémoires	Informations sur le développement Local et la décentralisation

Source : Résultats d'enquêtes, avril 2013.

Plusieurs sources de documentations sont visitées et ont permis d'avoir une idée plus claire des contours du sujet.

### 3.1.2. Travaux de terrain

Ils se sont déroulés en deux étapes essentielles à savoir les observations directes sur le terrain et la collecte des informations. Les difficultés rencontrées sont celles relatives à tous travaux de terrain (la dégradation des pistes, la réticence de certains agents à répondre à nos questions, le non- respect des rendez-vous par les autorités et responsables d'institution)

L'observation directe a permis d'identifier les différentes réalisations et sièges des organisations et institutions à travers l'opération boule de neige. Pour la collecte des informations, les enquêtes par questionnaire, par entrevue et par participation constituent les étapes importantes de cette phase. Une Interview directe pour ce qui concerne les ménages, les responsables des organisations et institutions et les autorités locales a été réalisée.

A cet effet, les ménages et les personnes interrogés ont été choisis afin d'obtenir des informations aussi variées que possible sur la question de la dynamique institutionnelle et sociale dans le développement local de la commune de Lokossa.

Les enquêtes par participation qui consistent à aller identifier les différentes réalisations des ONG et leur mode de fonctionnement. Et aussi, interroger les femmes tout en ayant des discussions avec elles afin de mieux s'enquérir des différents problèmes auxquels elles font face.

La population cible est constituée :

- des autorités en charge du développement local (chef des services techniques de la marie, les élus communaux et locaux) ;
- des responsables des organisations et institutions locales et internationales de la commune de Lokossa ;
- des populations locales.

L'échantillonnage a été constitué de la façon suivante :

- le ménage enquêté doit être riverain à une infrastructure au moins ;
- le ménage doit exister avant la réalisation de l'infrastructure.

Des guides d'entretiens sont adressés aux autorités locales, chefs de village de chaque arrondissement enquêté, au Maire de la commune de Lokossa.

Ainsi, la taille de l'échantillon est déterminée par la formule de SCHWARTZ (1995) :

$$n = t^2 * p * (1-p) / m^2 \text{ avec :}$$

- **n** : taille de l'échantillon minimale pour l'obtention des résultats significatifs pour un événement et un niveau de risque fixé ;
- **t** : niveau de confiance (la valeur type du niveau de confiance de 95 % sera 1, 96) ;

- **p** : probabilité de réalisation de l'événement ;
- **m** : marge d'erreur (généralement fixé à 5 %).

Au total, 156 ménages ont été enquêtés avec un taux de sondage de 15 % qui a été appliqué.

La répartition des ménages s'est faite en fonction de la taille de chaque ménage dans l'ensemble des arrondissements. Le tableau II présente la répartition des ménages enquêtés.

**Tableau II** : Répartition des ménages enquêtés

Arrondissements	Nombre de ménages	Nombre de ménages interrogés	Pourcentage des ménages interrogés (%)
AGAME	2219	28	15
KOUDO	1158	16	15
HOUIN	2306	29	15
OUEDEME	1969	25	15
LOKOSSA	8032	58	15
<b>TOTAL</b>	<b>15684</b>	<b>156</b>	<b>15</b>

**Source** : Résultats d'enquêtes avril, 2013 et RGPH, 2002

D'après l'examen du tableau II, Il ressort que plus de ménages ont été enquêtés dans l'arrondissement de Lokossa avec un effectif de 58 personnes contre seulement 16 à Koudo

### **3.2. Données et méthodes relatives à l'objectif spécifique : étudier les modes d'intervention des organisations et institutions locales et internationales dans le développement local de la commune de Lokossa**

#### **3.2.1. Matériel de collecte des données**

- le questionnaire d'enquête;
- l'appareil photographique numérique pour fixer quelques images

#### **3.2.2. Méthode de collecte des données**

Dans le souci de mener à bien cette phase du travail et de recueillir le maximum d'informations fiables, des entretiens ont été organisé avec des responsables à divers niveaux de la commune de Lokossa. Les représentants des partenaires résidant dans la commune de Lokossa ont été également interviewés.

#### **3.2.3. Méthode de traitement des données**

Le dépouillement des fiches d'enquête a été fait manuellement. Les informations reçues sur les modes d'intervention des organisations et institutions locales et internationales dans le développement local ont été introduites dans une base de données conçue à cet effet dans Excel et traitées. Ces informations ont servi à faire des tableaux et des graphes à partir de la formule de taux de réponse au niveau des enquêtés par type d'activité en s'inspirant de la formule de

Seastrom (2001) :

$$F = \frac{S}{N} \times 100 \quad \text{avec}$$

**F** : taux de réponse au niveau des enquêtés en (%) ;

**S** : nombre de personne ayant choisi un facteur et

**N** : nombre de personne ayant choisi le même facteur.

### **3.3. Méthodes et données relatives à l'objectif spécifique : évaluer les impacts des interventions des organisations et institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa**

#### **3.3.1. Matériel et outils de collecte des données**

- le questionnaire d'enquête ;
- l'appareil photographique numérique pour fixer des images ;
- un GPS pour l'inventaire géo-référencé des sièges des organisations et institutions partenaires de la commune.

#### **3.3.2. Collecte des données**

A ce niveau, des entretiens ont été organisés avec les populations qui sont les premières personnes à sentir les impacts directs des interventions des organisations et institutions dans leurs localités respectives. L'inventaire géo-référencé des différentes infrastructures réalisées par les partenaires a été fait à l'aide d'un GPS.

#### **3.3.3. Traitement des données**

Le dépouillement est fait manuellement et a permis d'organiser les données par centre d'intérêt. Ces données ont été ensuite saisies à partir du logiciel Excel pour être traitées et présentées sous forme de tableaux et figures accompagnés de commentaires. Le logiciel DNR Garmin a permis la décharge des coordonnées GPS ayant servi à la réalisation des différentes cartes.

### **3.4. Méthodes et données relatives à l'objectif spécifique : analyser la participation des populations locales dans les actions des organisations et institutions locales et internationales**

#### **3.4.1. Matériel de collecte des données**

- ✓ le questionnaire d'enquête ;
- ✓ l'appareil photographique numérique pour fixer quelques images.

#### **3.4.2. Collecte des données**

Les données sur la participation des populations aux actions des organisations et institutions dans la Commune de Lokossa ont nécessité également des enquêtes auprès des différents

acteurs de la commune notamment auprès des populations elles-mêmes et des autorités locales. Des observations directes ont été également faites sur le terrain.

### **3.4.3. Traitement des données**

Le dépouillement a été fait manuellement. Les informations reçues sur la participation des populations aux actions des organisations et institutions ont été introduites dans une base de données conçue à cet effet dans Excel et traitées. Ces informations ont servi à faire des tableaux et des graphes.

Ce chapitre a fait le point des matériels de collecte données et méthodes de traitement des données utilisés.

Les différents travaux effectués dans le chapitre III ont conduit à l'obtention des résultats qui sont présentés dans le chapitre IV

## **CHAPITRE IV : RESULTATS**

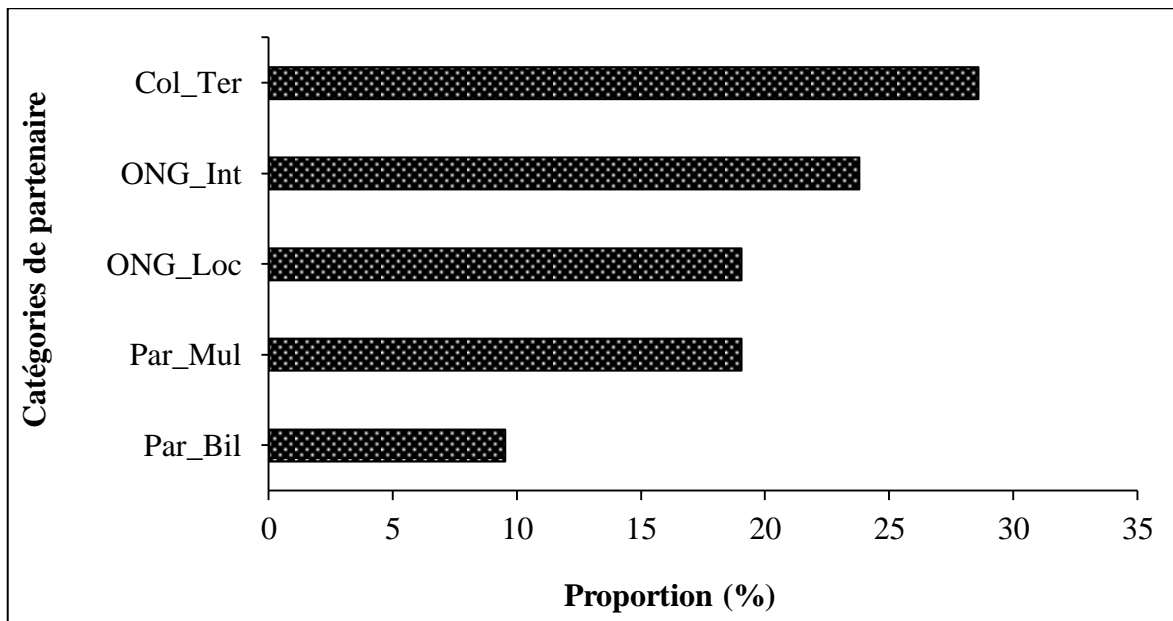
Le chapitre IV rend compte des résultats obtenus après la collecte et le traitement des données.

### **4.1. Modes d'intervention des organisations, institutions locales et internationales**

L'Etat accorde l'autonomie aux collectivités locales non seulement pour les raisons politiques et techniques, mais aussi pour des raisons d'harmonie, d'équilibre et d'intérêt général. Il apporte des subventions à la commune de Lokossa dans la réalisation des projets de grande envergure et veille à ce que les projets élaborés restent en concordance avec les perspectives nationales. Les progrès réalisés pour le développement et la satisfaction des besoins de la population de la commune de Lokossa sont le fruit des efforts conjugués de plusieurs acteurs. Outre les structures administratives et autres, beaucoup d'ONG locales et de groupements (de femmes et villageois) qui ne sont rien d'autres que des formes d'organisation de la société civile prennent en charge des problèmes que l'administration n'arrive pas à bien gérer. Ces différents ONG et groupement foisonnent dans la commune et interviennent dans presque tous les domaines. Ainsi, cinq catégories d'acteurs se distinguent aisément et interviennent dans la commune de Lokossa pour le mieux-être de la population.

#### **4.1.1. Typologie des institutions et organisations**

Plusieurs catégories d'institutions et d'organisations (partenaires) locales comme internationales interviennent en plus de l'Etat et ses structures déconcentrées dans le développement de la commune de Lokossa en collaboration avec les autorités de la commune. La figure 4 présente leur nombre par catégorie.



Col\_ter = collectivités territoriales étrangères, ONG Int = ONG Internationales, ONG\_Loc = ONG Locales, Par\_Mul = Partenaires Multinationaux, Par\_Bil = Partenaire Bilatéraux

**Figure 4** : Effectif des organisations et institutions par catégorie

Source : Enquête de terrain avril, 2013

L'examen de la figure 4 montre qu'il existe dans la commune de Lokossa cinq catégories de partenaires au développement notamment les collectivités territoriales étrangères, les ONG internationales, les locales, les partenaires bilatéraux et les partenaires multilatéraux. De son analyse, il ressort que les collectivités territoriales étrangères sont les plus présentes avec 28,6 % suivies des ONG internationales avec 23,8 % puis des ONG locales 19,04 % et partenaires multilatéraux 19,04 % en proportion égale et en fin des partenaires bilatéraux 9,52 %.

#### 4.1.1.1. Collectivités territoriales étrangères

La commune de Lokossa dans le cadre de la coopération décentralisée a noué des relations avec des communes sœurs d'autres pays. Ainsi, les collectivités territoriales étrangères actuellement en partenariat avec la commune de Lokossa sont rapportées dans le tableau III

**Tableau III**: Collectivités territoriales en collaboration avec la commune de Lokossa

Pays d'origine	Collectivités territoriales étrangères	Année de signature du partenariat
Italie	ABI-Brescia	2012
	Villacidro	2012
France	CAP-Espoir	2011
	Vendée	2011
	Amis D'Gens Nancy	2005
	Ville de bordeaux	2012

Source : Enquête de terrain avril, 2013

L'examen du tableau III fait comprendre que les collectivités territoriales étrangères qui accompagnent la commune de Lokossa proviennent essentiellement de deux pays que sont l'Italie et la France. Parmi elles 66,67 % sont des collectivités territoriales de la France et 33,33 % de l'Italie. Le tableau montre également que le premier partenariat entre la commune de Lokossa et une collectivité territoriale étrangère a été signé en 2005, soit 2ans après que le Bénin ait commencé l'expérience de la décentralisation. Ceci montre le dynamisme du conseil communal dans la coopération décentralisée.

#### **4.1.1.2. Partenaires multilatéraux**

Les partenaires multilatéraux qui interviennent à Lokossa sont du groupe du système des Nations-Unies et sont : la Banque Mondiale (BM) et l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance).

#### **4.1.1.3. Partenaires bilatéraux**

Au nombre des partenaires bilatéraux qui interviennent à Lokossa, figure l'Allemagne à travers le Programme de Développement des Communes (PDDC) et la Belgique à travers son programme agricole Faculté d'appui aux filières Agricoles (FAFA).

#### **4.1.1.4. ONG internationales**

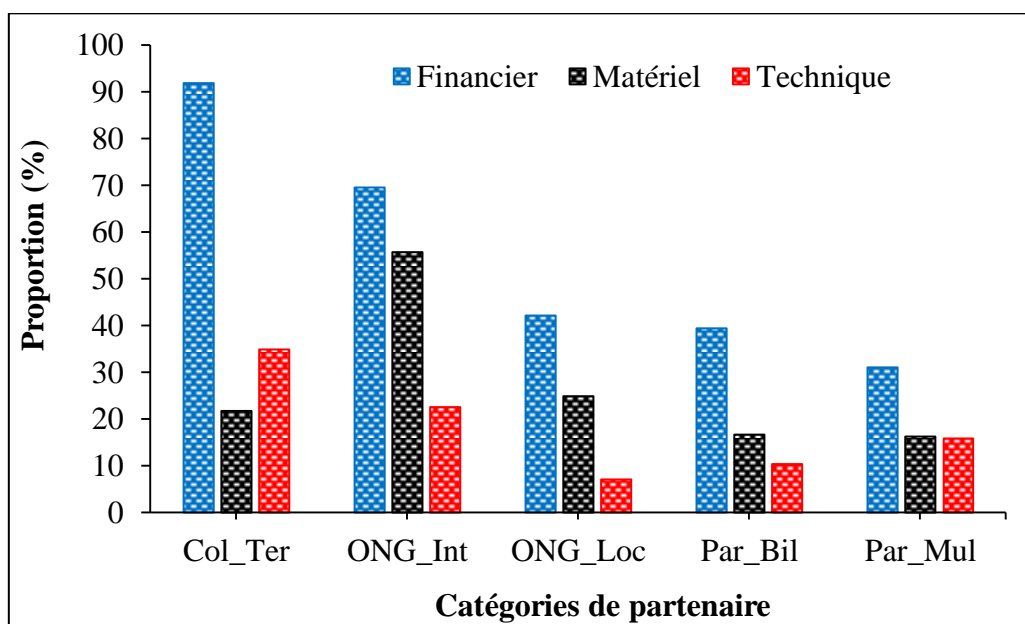
Les ONG internationales intervenant à Lokossa sont : L'ONG Protos Belge, Plan Internationale Bénin, l'Organisation Néerlandaise de Développement (SNV), le Danemark à travers le Centre National des travaux routiers puis la Belgique à travers le Programme d'Appui à la promotion du développement Communautaire (PAPDC).

#### **4.1.1.5. ONG locales**

La commune de Lokossa bénéficie également de la contribution d'autres acteurs notamment les ONGs locales. Elles participent à la réalisation des projets de développement en menant d'importantes actions sur les plans socio-économique et environnemental. Au nombre de ces ONGs locales il y a d'une part DECAM-BETHESDA, Association pour le Traitement des Ordures Ménagères et l'Hygiène (ATOM), Association internationales Aide et Action, Association de Lutte Contre la Pauvreté à la Base (ALPB), la Fondation MTN et d'autre part des groupements dont 50 de femmes et 31 villageois.

#### 4.1.2. Modes d'intervention des organisations et institutions

Les partenaires interviennent dans la commune de Lokossa sous trois formes. Ces interventions sont soit financières, matérielles ou soit techniques. La figure 5 présente ces formes d'interventions selon les catégories de partenaire.



Col\_ter = collectivités territoriales étrangères, ONG Int = ONG Internationales, ONG\_Loc = ONG Locales, Par\_Mul = Partenaires Multinationaux, Par\_Bil = Partenaire Bilatéraux

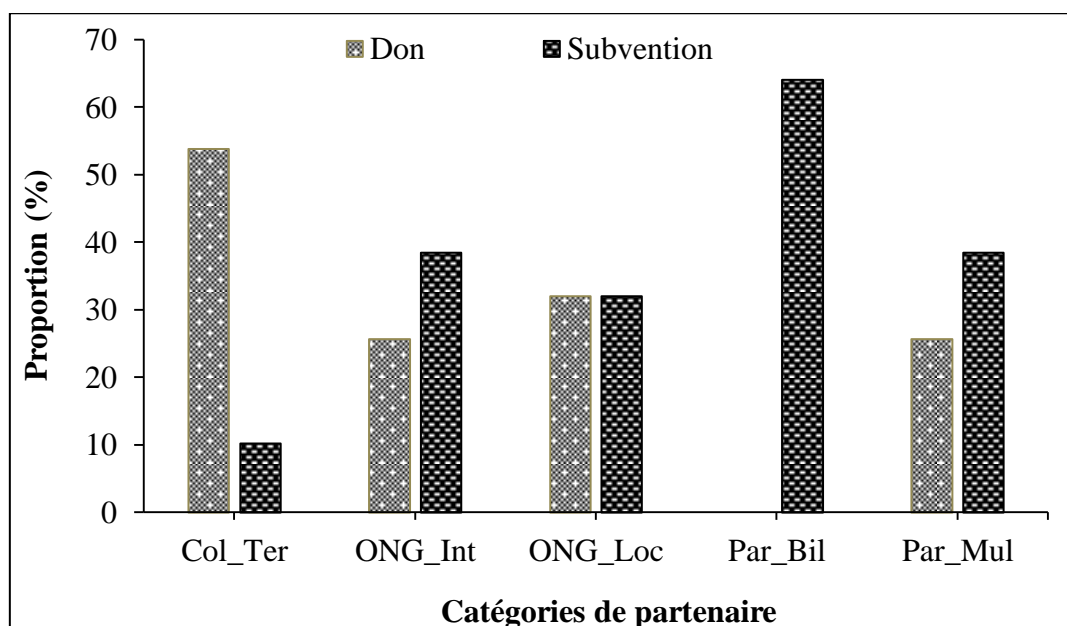
**Figure 5:** Modes d'intervention des partenaires

**Source:** Travaux de terrain avril, 2013

De l'examen de la figure 5, il ressort que la commune de Lokossa bénéficie de trois types de collaboration de ses partenaires que sont : l'appui technique, l'appui financier et l'appui matériel. Ses appuis sont apportés en proportion variée par partenaire. Ainsi, la collaboration financière est celle qui est plus observée avec une moyenne de 54,7 %, suivie de la contribution matérielle avec une valeur moyenne de 27 % et en fin la collaboration technique avec une valeur moyenne de 18,3 %. Ceci explique que les partenaires de la commune privilégient la collaboration financière que les autres types de collaborations.

#### 4.1.3. Nature du financement des projets par catégorie de partenaires

La contribution des partenaires s'exprime de deux manières à savoir: des dons et subventions qui sont représentés dans le figure 6.



Col\_ter = collectivités territoriales étrangères, ONG Int = ONG Internationales, ONG\_Loc = ONG Locales, Par\_Mul = Partenaires Multinationaux, Par\_Bil = Partenaire Bilatéraux.

**Figure 6:** Nature du financement des projets

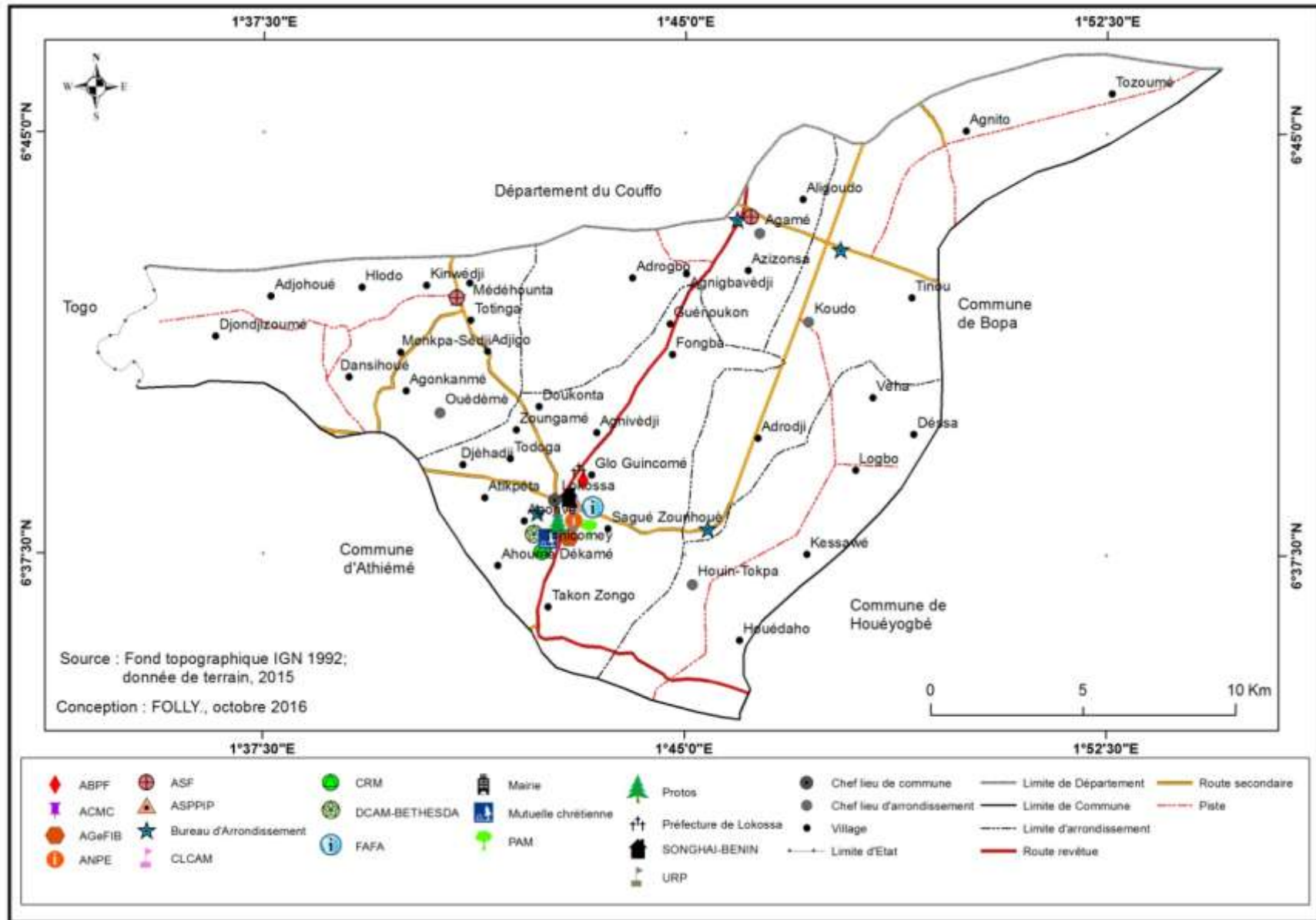
**Source :** Enquêtes de terrain avril, 2013

La figure 8 indique la nature du financement des projets par les partenaires au développement de commune de Lokossa. De l'analyse de la figure 6 il ressort que les partenaires bilatéraux n'apportent que des subventions 64,10 % à la commune, alors que les ONG Locales font des Dons 32,05 % et des Subventions 32,05 % (en proportion égale). Les ONG Internationales et les partenaires multilatéraux, font respectivement à proportion égale plus de Subventions 38,46 % que de Dons 25,64 % à la commune alors que les collectivités territoriales étrangères font plus de Don 53,84 % que de Subvention 10,25 % à la commune. Ainsi, la commune a bénéficiée d'une proportion moyenne de 62,6 % de Subventions contre une proportion moyenne de 37,4 % de Dons.

## **4.2. Impacts des interventions des organisations et institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa**

### **4.2.1. Répartition Spatiale des réalisations des partenaires de la commune**

La commune de Lokossa a bénéficié de la réalisation de plusieurs infrastructures de ses partenaires. Ses réalisations sont intervenues après plusieurs années de coopération et contribuent au grand bonheur de la population. Elles sont réalisées dans plusieurs domaines par différentes organisations et institutions puis réparties de façon inégale à l'échelle de la commune. La figure 7 présente la répartition des sièges des organisations qui ont investi dans la commune.



**Figure 7:** Répartition des sièges des organisations et institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa.

L'examen de la figure 7 révèle que l'arrondissement de Lokossa qui est l'arrondissement central abrite la quasi-totalité des sièges des organisations et institutions. Cet arrondissement a bénéficié de plus d'investissement que les quatre autres arrondissements et se traduit par une concentration des réalisations dans l'arrondissement central. Ceci est dû non seulement de sa position d'arrondissement central mais aussi de sa position de chef-lieu de département.

#### **4.2.2. Catégories de partenaires et domaines d'intervention**

Les différents partenaires de la commune de Lokossa n'interviennent pas tous dans le même domaine. Le tableau IV présente les catégories de partenaires et leurs domaines d'intervention.

Tableau IV : Catégories des partenaires et domaines d'intervention

Catégories	Domaines d'intervention											
	Administration	Assainissement	Education	Environnement	Artisanat	Hydraulique	Micro finance	Santé	Social	Agriculture	Transport	Hygiène
<b>Collectivités territoriales étrangères</b>	07,69	-	30,77		-	-	-	30,77	23,08	07,69	-	-
<b>ONG Internationales</b>	-	18,18	22,73	-	04,54	13,64	-	22,73	09,09	-	-	09,09
<b>ONG Locales</b>	14,28	33,33	19,04	-	-	-	09,52	09,52	04,77	04,77	04,77	-
<b>Partenaires bilatéraux</b>	37,5	12,5	-	-	-	12,5	-	-	-	25	-	12,5
<b>Partenaires multilatéraux</b>	18,18	-	27,27	27,27	-	-	-	-	09,1	-	18,18	-
<b>Taux moyens</b>	19,41	21,34	24,95	27,27	04,54	13,07	09,52	21,01	11,51	12,49	11,48	10,80

Source : Enquête de terrain, avril 2013

L'examen du tableau IV montre que le domaine de l'éducation est couvert par 30,77 % des collectivités territoriales étrangères, 22,73 % des ONG internationales et 19,04 % des ONG locales. Ce qui fait dire qu'en moyenne 24,95 % des partenaires de la commune interviennent dans l'éducation. Le domaine de l'administration est soutenu par 7,69 % des collectivités territoriales étrangères, 18,18 % des partenaires multilatéraux, 37,5 % des partenaires bilatéraux et 14,28 % des ONG locales soit une moyenne de 19,41 %. L'assainissement est couvert par 12,5 % des partenaires bilatéraux, 18,18 % par les ONG internationales et 33,33 % par les ONG locales soit une moyenne de 21,34 %. Le domaine de la santé est couvert par 9,52 % des ONG internationales, 22,73 % des ONG locales et 30,77 % des Collectivités territoriales étrangères soit en moyenne 21,01 %. L'hydraulique est couverte par 12,5 % des partenaires bilatéraux et 13,64 % par les ONG internationales soit une moyenne de 13,07 %. Le domaine de l'environnement est financé par 27,27 % des partenaires multilatérales. La micro finance est soutenue à hauteur de 9,52 % par les ONG locales. Le domaine du transport est soutenu à hauteur de 4,77 % par les ONG locales et 18,18 % par les partenaires multilatérales soit une moyenne de 11,48 %. L'hygiène est respectivement soutenue par les ONG internationales et les partenaires bilatéraux à hauteur de 9,09 % et 12,5 %. Le domaine agricole est couvert par 7,69 % des Collectivités territoriales étrangères, 4,77 % des ONG locales et 25 % des partenaires bilatéraux soit une moyenne de 12,49 %. Les différentes œuvres sociales réalisées à l'échelle de la commune sont soutenues à hauteur de 23,08 % par les collectivités territoriales étrangères, 9,09 % par les ONG internationales, 4,77 % par les ONG locales et 9,1 % par les partenaires multilatéraux soit une moyenne de 11,51 %. L'artisanat est couvert par 4,54 % des ONG internationales.

#### **4.2.3. Réalisations des partenaires de la commune**

La commune de Lokossa après plusieurs années de collaboration avec ses partenaires a bénéficié de la réalisation de plusieurs infrastructures dans plusieurs domaines. Ces infrastructures sont réalisées par différents partenaires dans différents arrondissements de la commune.

#### **4.2.4. Domaines d'intervention des partenaires**

Les multilatéraux, les bilatéraux, les collectivités territoriales étrangères, ONG nationales et les ONG internationales appuient la commune de Lokossa notamment: l'éducation, l'assainissement, l'environnement, l'administration, l'hydraulique, la santé, le transport, le tourisme, la formation professionnelle, le social et la micro finance.

## ☞ Education

Les exploits réalisés dans le secteur éducatif sont énormes. Outre les engagements du gouvernement, la commune de Lokossa dans l'option de faire de l'éducation un droit pour tous accompagne chaque année les écoliers et les élèves en leur distribuant des kits scolaires. Elle a également réalisé avec l'aide de ses partenaires au développement et des associations villageoises de développement plusieurs infrastructures scolaires et équipements dans plusieurs écoles à l'échelle de la commune. La planche 1 présente une vue de l'avant plan de la construction des salles de classe plus magasin dans l'arrondissement de Houin.



**Planche 1** : Construction de salles de classe plus magasin à Kissawe et à Houin-Tokpa

**Prise de vue** : Folly H., mars 2015

La photo a représentent des salles de classes réalisées dans l'arrondissement de Houin dans la commune de Lokossa afin de pallier aux difficultés en infrastructures et équipements aux élèves. Ces ouvrages sont respectivement réalisées par l'ADV de Kissawe et le PNDCC et l'ADV de Houin-Tokpa avec la mairie de Lokossa et contribuent à l'amélioration du cadre d'étude des apprenants de l'arrondissement de Houin et augmentent le taux d'instruction.

## ☞ Assainissement

Ce secteur est marqué par la réorganisation du système de gestion des ordures ménagères à travers l'appui de DECAM BETHESDA et de GIMono. Ainsi, grâce au projet de gestion participative des déchets, la commune de Lokossa a enregistré des succès remarquable :

- ✓ la construction des points de regroupements,
- ✓ la réalisation des latrines ECOSAN,
- ✓ l'appui aux quatre structures de pré-collecte et des groupements de femme de la ville en matériaux de propriété publique,
- ✓ le système de zonage pour l'indication des zones d'intervention de chaque ONG de pré collecte,
- ✓ la destruction des dépotoirs sauvages de la ville.

La planche de photos 2 présente le point de regroupement des déchets d'Adjacomè après la pré-collecte et l'entrée de la place de l'indépendance de Lokossa.



**Planche 2** : Point de regroupement des déchets d'Adjacomè et l'entrée de la place de l'indépendance de Lokossa

**Prise de vue** : Folly H., mars 2015

Les photos a et b de la planche 2 montre la vue de l'avant plan du point de regroupement des déchets d'Adjacomè ou encore décharge intermédiaire qui sert de centre de sélection et de traitement des déchets avant la décharge finale, avec le financement de GIMono puis l'image d'entrée de la place de l'indépendance de Lokossa après le balayage avec le financement de PGUDII. Ces ouvrages réalisées rendent contribuent à la propriété de la ville et permettent donc à la population de vivre dans un environnement sain.

#### ☞ **Hydraulique**

Dans ce domaine, il faut noter que les succès enregistrés sont louables :

- ✓ L'extension du réseau d'eau de la SONEB dans l'arrondissement central,
- ✓ la réalisation des bornes fontaines notamment dans les arrondissements de Koudo, d'Agamè et de Houin,
- ✓ la réalisation des forages et des puits artésiens dans l'arrondissement de Ouèdèmè,
- ✓ la dotation des pièces pour les forages de pompes à motricité humaine.

La photo 5 montre une borne fontaine.



**Photo 1:** Borne fontaine à Houin centre

**Prise de vue :** Folly H., mars 2015

La photo 5 représente une des bornes fontaines réalisée dans l'arrondissement de Houin par Protos pour pallier aux problèmes en eaux potables des populations. Cet ouvrage réalisé, a permis à la population l'arrondissement de Houin de s'approvisionner en eau potable afin d'éviter les maladies hydrique.

#### ☞ **Hygiène**

La commune de Lokossa a bénéficié dans ce secteur de la part de ses partenaires au développement des opérations régulières de sensibilisation à travers plusieurs communications dans les écoles, les centres de santé, à travers les médias, sur les places publiques relatives aux règles d'hygiène. De plus, il faut noter qu'elle a également jouie de plusieurs dons de matériaux et de la prise en charge des enfants en situation difficiles.

#### ☞ **Santé**

La commune de Lokossa en sa qualité de chef-lieu de département, dispose d'un Centre Hospitalier Départemental (CHD), d'un Hôpital de Zone et de quatre (04) dispensaires dans les arrondissements ruraux. Il faut noter qu'il existe aussi plusieurs Cabinets de Soins privés dans la commune qui s'investissent pour le bien être de la population. La commune a également bénéficié de plusieurs œuvres de la part de l'Etat et de ses partenaires :

- ✓ le renforcement des systèmes de santé,
- ✓ la réalisation des projets de construction des dispensaires isolés,
- ✓ la réhabilitation de l'Hôpital de Zone,
- ✓ les dons des matériaux de santé,
- ✓ dons d'ambulances sanitaires.

### ☞ **Administration**

La commune de Lokossa dans le cadre de la réorganisation et du renforcement de la capacité de l'administration communale a bénéficié de plusieurs œuvres :

- ✓ des formations sur le renforcement des capacités du personnel de l'administration communal,
- ✓ appui en matériaux de bureaux, matériaux didactiques et mobiliers,
- ✓ mise en place du système d'évaluation des performances du personnel de l'administration communale (SEPAC),
- ✓ la formation des membres de la cellule de communication communale et la reddition de compte sur l'état de la gouvernance locale,
- ✓ des ateliers d'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune (SDAC),
- ✓ des formations en passation de marchés, travaux indicateurs et triple.

### ☞ **Agriculture**

La filière qui a plus retenu l'attention des partenaires de la commune est le maraichage. Ainsi, dans l'optique de modernisation de la production maraichère et du riz a bénéficié respectivement des projets FAFA (Faculté d'Appui aux Filières Agricoles) et FAIA (Facilité d'Appui aux Investissements Agricole) du programme agricole de la CTB Belge à travers :

- ✓ les accords d'exécution,
- ✓ le financement des microprojets,
- ✓ le financement des investissements communaux,
- ✓ appui aux investissements agricole des producteurs individuels et des PME,
- ✓ le renforcement des capacités institutionnelles des services déconcentrés de l'Etat dans le domaine agricole,
- ✓ la précision sur les modalités de gestion des fonds mis à la disposition de la commune dans le cadre du financement des investissements agricole. Il faut aussi noter que les populations organisées en groupement ou non s'investissent dans d'autre filière dont le manioc, le maïs....

La planche 3 montre un jardin de maraichage de la commune.



**Planche 3 :** Jardin de choux puis de piment en fin de cycle dans l'arrondissement de Lokossa.

**Prise de vue :** Folly H., mars 2015

Les photos a et b représentent respectivement l'avant plan d'un jardin de choux et de piment en fin de cycle d'un des bénéficiaires du projet FAFA dans la commune de Lokossa. Cet appui de la FAFA aux maraîchers, a augmenté considérablement le taux de la production des cultures de contre saison.

#### ☞ **Artisanat**

La commune a le souci de promouvoir les marchés locaux, a bénéficié de l'appui de ses partenaires aux activités de transformations des produits agricoles mais aussi à la formation professionnelle. Les bénéficiaires de ses actions sont les artisans et les groupements villageois et de femmes qui interviennent dans la transformation du manioc en gari et ses dérivés puis de la noix de palme en huile rouge. Ainsi, plusieurs unités de transformation ont été réalisées dans la commune pour le grand bonheur de la population. La planche 3 montre une unité de transformation de noix de palme.



**Planche 4 :** Unité de transformation de noix de palme dans l'arrondissement de Lokossa

**Prise de vue :** Folly H., mars 2015

Les photos a et b représentent une unité de transformation de noix de palme en huile rouge et un tas de noix de palme au sein de l'unité à Fongba dans la commune de Lokossa financée par

l'Association AFEP/ ESPOIR. Ce qui réduit les peines des artisans, augmente le rythme de production, permet une autonomisation des femmes et accroît l'économie locale.

#### ☞ **Transport**

La commune avec l'aide des partenaires au développement (Banque mondiale) a bénéficié de plusieurs projets :

- ✓ aménagement des voies (pavage),
- ✓ aménagement des pistes rurales,
- ✓ la réalisation des dalots sur les pistes de la commune.

#### ☞ **Social**

La commune avec l'aide des partenaires au développement et de l'appui de l'Etat a réalisé plusieurs infrastructures de loisirs et de bien-être social dont :

- ✓ l'appui à l'alphabétisation des femmes,
- ✓ l'appui aux handicapés de la commune,
- ✓ dons de vêtements aux orphelins et aux personnes vulnérables,
- ✓ dons de vélos tout terrain aux élèves des collèges,
- ✓ la réalisation des espaces de divertissement.

La planche de photos 5 présente des infrastructures de divertissement.



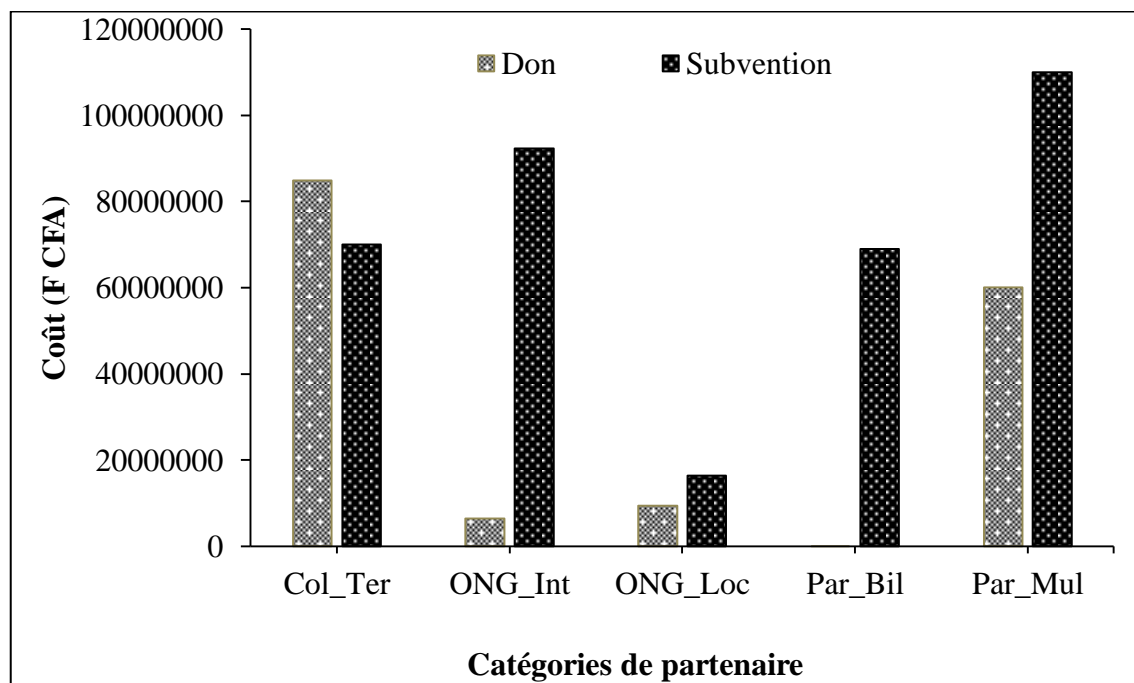
**Planche 5** : Place de l'indépendance de Lokossa et Place publique de Takon

**Prise de vue** : Folly H., mars 2015

La photo a présente l'intérieur de la place de l'indépendance qui sert parfois d'espace de divertissement et de sport pour la population et celle b de la même planche représente la place publique de Takon dans la commune de Lokossa à l'intérieur de laquelle se trouve une buvette pour le grand plaisir et le divertissement de la population.

#### 4.2.5. Contribution financière des partenaires

Les partenaires financiers interviennent dans divers domaines pour le bien-être social et économique de la population de Lokossa. Tous ces domaines sont présentés par la figure 8 en fonction de la nature de la contribution.



Col\_ter = collectivités territoriales étrangères, ONG Int = ONG Internationales, ONG\_Loc = ONG Locales, Par\_Mul = Partenaires Multinationaux, Par\_Bil = Partenaire Bilatéraux

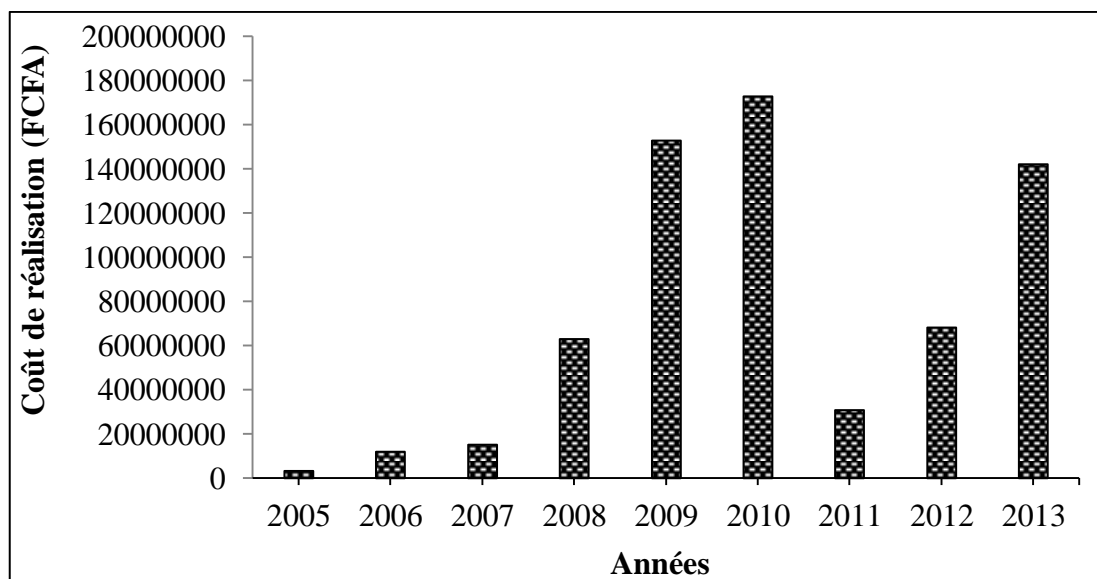
**Figure 8:** Contribution financière des partenaires selon la nature

**Source :** Enquête de terrain, avril 2013

De l'examen de la figure 8, il ressort que les partenaires ont investi au total 3996,6 millions de francs CFA dans différents projets dans la commune. Ces investissements varient d'une catégorie de partenaire à l'autre. Ainsi, les multilatéraux ont contribué à hauteur de 1190 millions de francs CFA avec 770 millions de francs CFA en subvention et 420 millions de francs CFA en dons. Les collectivités territoriales étrangères à hauteur de 1084 millions de francs CFA avec 594,4 millions de francs CFA en dons et 490 millions de francs en subventions ; les ONG internationales à hauteur de 651 millions de francs CFA de francs CFA avec 4,4 millions de francs CFA en dons et 646,5 millions de francs CFA en subventions ; les bilatéraux à hauteur de 482,9 millions de francs CFA seulement en subventions et les ONG locales 179,9 millions de francs CFA avec 65,6 millions de francs CFA en dons et 114,2 millions de francs CFA en subvention. Au total les partenaires ont investi 2503,6 millions de francs CFA en subvention soit 62,6 % et 1976,1 millions de francs CFA soit 37,4 %.

#### 4.2.6. Répartition des contributions financières des partenaires dans le temps

La figure 9 présente la répartition dans le temps des investissements des partenaires au développement de la commune de Lokossa.



**Figure 9:** Evolution des contributions financières des partenaires de 2005 à 2013

**Source :** Enquête de terrain, avril 2013

L'examen de la figure 9 indique que les investissements des partenaires au développement de la commune de Lokossa varient entre 2005 et 2013 et s'élèvent à 3996,7 millions de francs CFA. Ces investissements ont varié de la façon croissante entre 2005 et 2010, entre 25 millions de francs CFA et 865 millions de francs CFA. Ainsi, les plus forts montants investis, sont respectivement enregistrés en 2009 avec 765 millions de francs CFA et en 2010 avec 865 millions de francs CFA. Ce qui est dû au fait que la commune a bénéficié de beaucoup d'investissement dans le cadre de la quarante neuvième anniversaires de notre pays à la souveraineté internationale qu'elle a abrité. Mais ses investissements ont considérablement chuté en 2011 avec 154,1 millions avant de commencer à s'accroître entre 2012 avec 341 millions de francs CFA et 2013 avec 710,4 millions de francs CFA. Cette chute considérable des investissements en 2011 est due à l'organisation des élections présidentielles qui a ralenti les investissements.

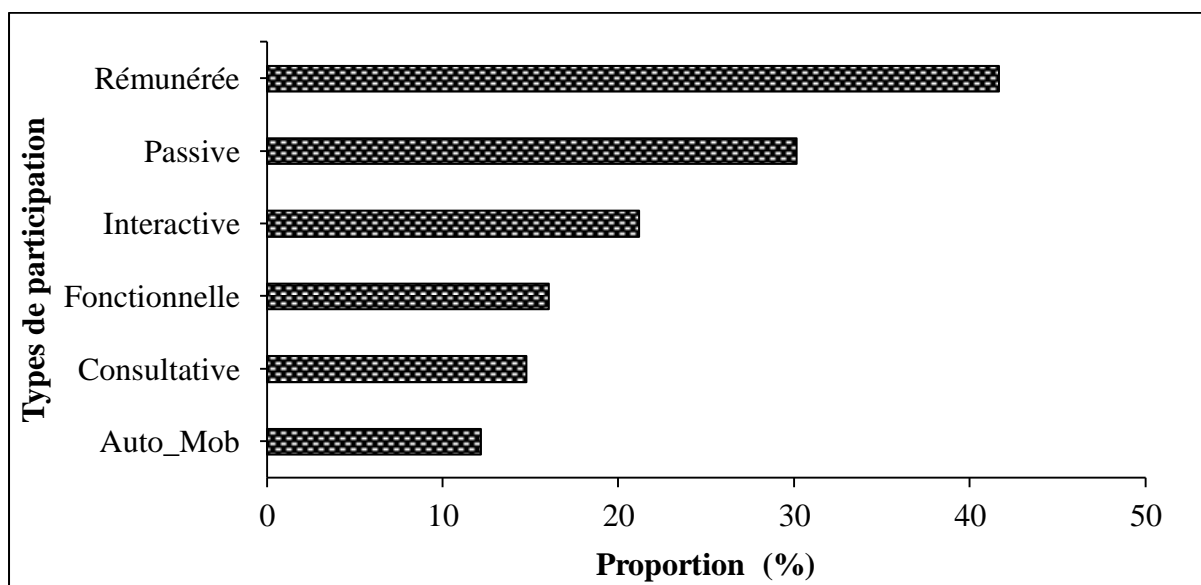
#### 4.3. Participation des populations locales dans les actions des organisations et institutions

Toutes les couches de la population de la commune de Lokossa participent à la réalisation des actions des organisations et institutions. Cette participation diffère d'une couche à une autre. Les femmes qui se mobilisent plus en groupement ou mouvements associatifs pour participer au développement de leur localité. C'est la raison de la floraison des groupements créés pour les activités génératrices de revenus et l'assainissement de la commune. Les hommes quant à eux

s'associent rarement mais participent aussi au développement de la commune. Les populations de la commune de Lokossa accompagnent les partenaires des diverses manières selon la perception et l'intérêt de chacun.

#### 4.3.1. Types de participation des populations

Les enquêtes ont montré que la participation aux projets et programmes de développement est diversement appréciée au sein de la population. Ainsi, les modalités de participation de la population ont été subdivisées en six types que sont :



Auto\_Mob = auto-mobilisation

**Figure 10** : Types de participation

**Source** : Enquête de terrain, avril 2013

La figure 10 présente les différents types de participations obtenues. De l'examen de cette figure, il ressort six types de participation dont : la participation rémunérée, passive, interactive, fonctionnelle, consultative et l'auto-mobilisation. De plus, la population est plus présente pour une contribution rémunérée que les autres types de contribution. Ainsi la participation rémunérée qui est la plus forte observée, représente 41,66 % alors que celle la plus faible qui est l'auto-mobilisation représente 12,17 %.

##### ☞ **Participation rémunérée**

Pour ce type de participation, la population est payée à la tâche lors de la réalisation du projet. Ce qui conduit dans certains cas à la démotivation pour continuer les activités après la période de rémunération.

#### ☞ **Participation passive**

Encore appelé non-participation, ce type de participation consiste simplement à ce que la population soit informée de la réalisation du projet.

#### ☞ **Participation fonctionnelle**

Elle correspond à la participation d'associations créées uniquement pour bénéficier d'un projet. En général, elles disparaissent après la phase de réalisation du projet.

#### ☞ **Participation consultative**

Pour ce type de participation, la population ne dispose d'aucune force d'influence sur la procédure de mise en œuvre des activités du projet et son degré de participation est faible.

#### ☞ **Participation interactive**

Il y a l'implication de la population dans la mise en place des activités du projet, les associations de développement ont la possibilité de contrôler et de poursuivre les activités du projet.

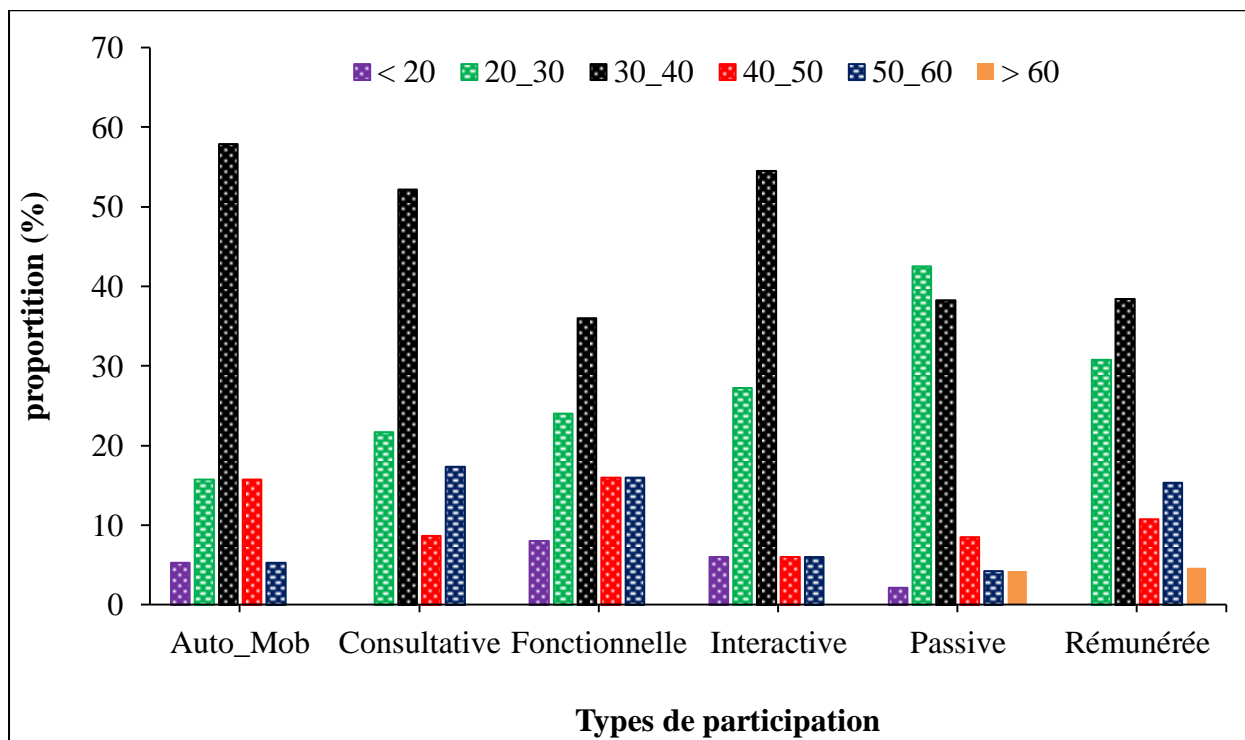
#### ☞ **Auto-mobilisation**

La population se mobilise pour des actions collectives dans l'intervention des agents extérieurs (partenaires). Toutefois, elle peut solliciter l'appui des partenaires tout en continuant d'être responsable de leur propre destin.

### **4.3.2. Participation de la population selon les tranches d'âge**

La participation de la population aux actions des partenaires de la commune étant un fait, il est nécessaire de savoir quelles sont les classes de la population qui sont impliquées dans les projets initiés par les autorités de la commune et ses partenaires.

La figure 11 présente les classes de la population qui sont impliquées d'une manière ou d'une autre dans les projets en fonction des types de participations.



Auto\_Mob = Auto-mobilisation

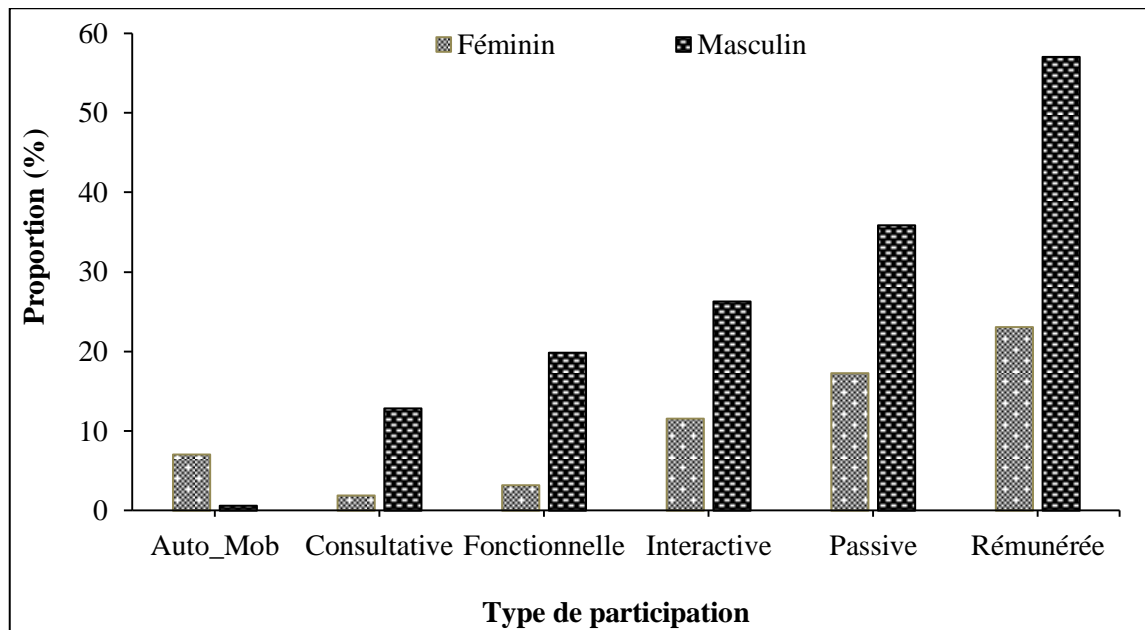
**Figure 11:** Types de participation selon les tranches d'âge

**Source :** Enquête de terrain, avril 2013

Il ressort de l'examen de la figure 11 que les tranches d'âge de 20-60 est présente à tous les types de participations alors que la tranches d'âge supérieur à 60ans n'est présente que pour la participation rémunérée et passive puis celle de 0-20 qui est absente pour la participation consultative et rémunérée. De plus les tranches d'âge 30-40 et celle 20-30 sont respectivement les tranches de la population qui participent plus aux actions des organisations et institutions que toutes les autres tranches.

#### 4.3.3. Participation de la population selon le sexe

Les actions des partenaires de la commune ont bénéficié de la participation des populations sans distinction de sexe. Ainsi, la figure 12 nous présente la répartition de la participation de la population selon le sexe.



Auto\_Mob = Auto-mobilisation

**Figure 12** : Types de participation selon le sexe

**Source** : Enquête de terrain, avril 2013

L'examen de la figure 9 présente les types de participation selon le sexe. De l'examen de cette figure, il ressort que la population locale de Lokossa sans distinction de sexe est plus active dans la participation rémunérée que tous les autres types de participation. De plus les hommes sont moins actifs à l'auto- mobilisation 0,64 % et que les femmes sont moins actives à la participation consultative 7,05 %.

Les différents résultats obtenus, sont comparés aux travaux d'autres auteurs ayant travaillé sur le même sujet dans le chapitre V afin de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de recherche.

## **CHAPITRE V: DISCUSSION**

Le chapitre V est consacré à la discussion des résultats issus du traitement des différentes informations obtenues sur le terrain.

### **5.1. Modalité d'intervention des partenaires au développement**

La commune de Lokossa à l'instar des autres communes du Bénin, s'est engagée depuis plusieurs années dans la dynamique de la promotion de la démocratie de proximité et du développement local. Le développement local est donc une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné en relation négociée, avec les centres de décision des ensembles économiques, sociaux et politiques dans lesquels ils s'intègrent (HOUEE, 1992). Elle coopère avec plusieurs organisations et institutions locales et internationales qui contribuent à la réalisation des nombreux projets et programmes de développement pour le grand bonheur des populations. L'aide des partenaires au développement a évolué notamment par les politiques de décentralisation des financements des bailleurs de fonds transitant par les associations de développement (AFD, 2005).

Les résultats de cette étude montrent que les partenaires au développement de la commune de Lokossa à travers des appuis techniques 18,3 %, matériels 27 % et financiers 54,7 %. Par ailleurs, la contribution de ces partenaires se traduit par des Dons 53,5 % et des Subventions 57,2 %. Compte tenu de la situation financière et institutionnelle des collectivités locales, compte tenu aussi des contraintes multiples qui pèsent sur la fiscalité locale, on voit difficilement l'échelle locale être en capacité de lever cet état de dépendance. En revanche, on devine le rôle des programmes, des objectifs et de la coordination des projets que les pouvoirs locaux sont amenés à jouer. Dans l'immédiat, leur capacité à orienter et à dynamiser le développement local dépend des rapports de pouvoir qui s'établissent avec les opérateurs locaux de l'aide (BANQUE MONDIALE, 2003). Les résultats de (PATRICK, 2016) montrent que la commune de Bohicon bénéficie de trois types de contribution (technique, financière et matérielle) qui se traduisent par des dons, des subventions et des prêts.

L'analyse comparative des résultats obtenus et ceux obtenus par d'autres auteurs ayant travaillé dans le même domaine confirme que les organisations et institutions locales et internationales appuient la commune de Lokossa dans le développement local.

## **5.2. Impacts socioéconomiques des actions des partenaires de la commune**

La décision du gouvernement béninois en 1990 d'adopter un système d'administration décentralisée et déconcentrée a été très bien accueillie par la communauté des PTF intervenants dans le pays. Ces orientations placent les habitants au cœur des démarches de développement. Celles-ci génèrent du lien social, de la solidarité, favorisent la qualité de la vie, le bien commun, l'organisation collective et le respect des individus. Selon (OGOUWALE, 2002) une initiative de développement est l'ensemble de projets auto-élaborés et d'actions concrètes initiées dont les résultats sont perceptibles et les impacts positifs sont potentiels et significatifs. Les investissements des partenaires au développement de la commune de Lokossa restent de façon globale dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations et ont contribué significativement à la résolution des problèmes des communautés et des individus. Même s'il n'est pas aisé d'identifier clairement toutes les améliorations apportées par les différentes actions menées, certaines avancées sont visibles sans ambiguïté aucune. Ainsi, ses partenaires ont investi de 2005 à 2013 un montant de 3996,7 millions de francs CFA dans douze domaines. Les investissements intervenus dans le secteur de l'éducation ont permis une amélioration de façon significative du cadre d'étude et une augmentation du taux d'alphabétisme à travers la création de nouvelles écoles, la construction de nouvelles salles de classes, l'appui en matérielles didactiques, la construction des centres de documentation etc. Les réalisations de ses partenaires dans le domaine de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement, les investissements ont permis le rapprochement des populations des hôpitaux, l'assainissement du cadre de vie des populations, la réduction de certaines maladies hydrique, la réduction du taux de mortalité infantile et néonatale à travers le renforcement des capacités des structures de gestion de l'eau, d'hygiène et d'assainissement, l'administration des soins de qualité aux populations. Dans le secteur de l'énergie, les investissements ont permis l'électrification de tous les arrondissements à travers l'extension du réseau électrique et d'addition d'eau. Dans le domaine du transport les partenaires ont accompagné énormément la commune dans les nombreux travaux de pavage, d'ouverture et d'aménagement de voie à grand frais afin de réduire les peines des populations locales. Dans le secteur de l'agriculture, l'artisanat, du commerce et des infrastructures marchandes, les partenaires ont énormément investi pour le grand bonheur des populations. Il s'agit notamment de la réhabilitation du marché central et des autres marchés ruraux, le développement des cultures de contre saison, l'appui aux groupements villageois à travers la promotion de l'économie locale, la valorisation des espaces exploitables. Dans le secteur de l'administration, ils ont œuvré à l'équipement et les renforcements des capacités des cadres de l'administration communale afin d'offrir des services de qualité à la population.

Les résultats du (MED, 2004) montrent que dans le contexte par exemple du Burkina-Faso, l'Etat a défini des priorités de développement à travers le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté basées sur quatre points focaux que sont : le renforcement d'une croissance équitable, la garantie de l'accès des pauvres aux services sociaux de base, la multiplication des opportunités d'emploi et la production de revenu auprès des plus pauvres, et la promotion de la bonne gouvernance. Les principaux objectifs du développement local sont la mise en valeur des ressources locales, la création de biens économiques d'un système local (HASSANE, 1999). Les résultats du (PNUD, 1997) montrent qu'avec l'appui des partenaires au développement, les efforts consentis ont permis d'améliorer les indicateurs de santé, de scolarisation et d'alphabétisation au Bénin.

Les résultats sur l'impact des interventions des partenaires montrent la portée des différentes actions de ces partenaires de la commune sur son développement.

L'analyse comparée de ces résultats obtenus avec ceux obtenus par d'autres auteurs confirme que les actions des organisations et institutions locales et internationales participent au développement de la commune de Lokossa ou au mieux-être de la population.

### **5.3. Participation des populations aux actions des partenaires de la commune**

La démocratie locale, la plus grande participation des citoyens aux affaires locales, la valorisation des initiatives locales font souvent partie des objectifs fondamentaux des réformes de la décentralisation. C'est dans cette optique que les populations locales de Lokossa accompagnent très souvent les partenaires de diverses manières dans les différentes réalisations. Les résultats obtenus présentent Six (06) types de participation dont : la participation rémunérée, passive, interactive, fonctionnelle, consultative et l'auto-mobilisation. De plus, la tranche d'âge de 20 à 60 ans est celle la plus présentée à tous les types de participation alors celles de 0 à 20 ans puis celles supérieures à 60 ans sont faiblement représentées. Cette faible participation de ces dernières tranches est due à l'âge (l'immatunité et la vieillesse). Les résultats de (MERCOIRET, 1994) montrent que le développement local est comme un processus qui prend naissance à travers les institutions des habitants des terroirs organisés pour opérer des choix responsables, pour créer une dynamique d'amélioration des conditions locales de vie et pour défendre leurs intérêts face au pouvoir public. La participation de la population locale est caractérisée par la prise de conscience de la population, du degré d'organisation de la population, du leadership et enfin du désir de collaborer avec les autorités locales (BERNARD, 2005). Par ailleurs, selon MCF (1994), les procédures claires et transparentes des réalisations doivent être conçues avec des représentants villageois, qui définissent la marche à suivre pour l'instruction, le financement et la mise en œuvre des initiatives locales, ainsi que les tâches de chacun des partenaires et leurs

relations de collaboration. L'implication directe des villageois dans la formulation de ces règles et mécanismes d'intervention est actuellement favorisée à travers l'instauration de commissions paysannes. Il s'agit donc de faire participer toutes les parties prenantes à toutes les phases intermédiaires (élaboration, exécution et suivi-évaluation). Cette approche participative a permis incontestablement de développer chez les populations un sentiment de propriété et de responsabilité relativement aux infrastructures de base, un sens de l'organisation et de gestion des affaires communes.

L'analyse des résultats obtenus comparée à ceux obtenus par d'autres ayant traité le même sujet, confirme que les populations locales participent aux actions des partenaires.

## CONCLUSION

Au terme de notre recherche sur « la dynamique institutionnelle et sociale dans le développement local dans la commune de Lokossa », il urge qu'une synthèse des résultats soit fait.

La commune de Lokossa coopère avec cinq catégories de partenaires que sont: les collectivités territoriales étrangères, les partenaires bilatéraux, les partenaires multilatéraux, les ONG internationales et les ONG locales. Ces partenaires appuient la commune dans douze (12) domaines que sont : l'administration, l'assainissement, l'éducation, l'environnement, l'artisanat, l'hydraulique, la micro-finance, la santé, le social, l'agriculture, le transport et l'hygiène.

Les contributions de ces partenaires à la commune viennent sous forme des appuis financiers, des appuis techniques et appuis matériels et se traduisent par des Dons et Subventions notamment à travers la réalisation des infrastructures socio-communautaires, de développement, des programmes de lutte contre la pauvreté (appui techniques et financiers aux groupements de femmes, la prise en charge des couches vulnérables), le renforcement des capacités des élus locaux etc.

Ces différentes réalisations ont contribué à l'amélioration des capacités de mobilisation des ressources financières, la valorisation des potentialités économiques de la commune, l'amélioration des infrastructures et équipements scolaire et sanitaire, la promotion de l'enseignement de qualité, l'amélioration du taux de couverture sanitaire, la promotion de l'approvisionnement en eau potable, le maintien de la sécurité des biens et des personnes, la promotion d'une exploitation durable des ressources naturelles, le développement des techniques de maîtrise de l'eau aux fin agricoles, l'améliorations de la gouvernance locales etc.

La mise en œuvre de toutes ces actions appelle la définition d'une stratégie de communication interne et externe transparente, élaborée pour informer tous les acteurs impliqués. Les populations locales dans la logique de la gestion participative sont associées aux choix des objectifs et des moyens appropriés pour leurs réalisations. A cet effet, six types de participation sont identifiés (rémunérée, fonctionnelle, intentionnelle, interactive, consultative et auto-mobilisation) dont la population est plus active à celle rémunérée que les autres types et moins active pour l'auto-mobilisation que les autres notamment les hommes. La tranche d'âge de la population de 30 à 60 ans est régulièrement présente à tous les types de participation alors que celles de 0 à 20 ans et supérieur à 60 ans est parfois absente compte tenue de l'immaturité et de la vieillesse.

Partant des constats, des observations faites, des données recueillies et des différentes rencontres, un certain nombre de suggestions méritent d'être formulés à l'endroit des différents acteurs impliqués dans le processus de démocratie à la base. Ainsi,

- ☞ aux élus locaux de profiter plus de la disponibilité de la part des PTF dans l'élaboration des projets et de leur mise en œuvre en évitant le retard dans le traitement des informations et dans l'exécution des phases d'accompagnement des documents de maîtrise d'ouvrage ;
- ☞ aux organisations et institutions de préparer et permettre plus aux élus locaux d'assurer efficacement la maîtrise d'ouvrage dans toutes les compétences transférées en les dotant de moyens financiers, humains et techniques nécessaires ;
- ☞ S'approprier le développement de la commune en accomplissant leurs devoirs avant de s'attendre aux droits.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAM K., BOKO M.**, 1993. Le Bénin. Les éditions du flamboyant-Edicef, 96 p.
- ADJAHO R., GOGAN M.**, 2004. Décentralisation au Bénin, en Afrique et ailleurs dans le monde, Etat sommaire et Enjeux, 1<sup>ère</sup> édition.
- AFD**, 2005. Développement organisationnel et institutionnel des organismes partenaires, Rapport de mission, 4 p.
- AGOSSOU N.**, 1991. Disparités et aménagement en Afrique. La modernisation de Lokossa au Bénin. Fragments et géo sociographie. Thèse Ph.D, Université Laval, 421 p.
- AKOBI I.**, 2009. Problématique d'articulation des dynamiques institutionnelles et sociales. Rousseau d'Afrique, 494 p.
- AKOUETE D.**, 2012. Décentralisation et politiques sportives locales au Bénin (2003-2008). Thèse de doctorat/UT3 Paul Sabatier, France 308 p.
- ALIBER J.**, 1998. Décentralisation et finance locale en Afrique Noire. Note n°236-AEROM, Paris.
- AMETONOU G.K.**, 2002. Perspectives de financement du développement local au Bénin : cas de la commune de Dogbo. Mémoire de 3<sup>ème</sup> cycle de DESS de CAAE à l'USTB, 88 p.
- ANNE S.**, 2000. Coopération décentralisée : Comment institutionnaliser une nouvelle approche de développement local dans les systèmes de gestion de la commission européenne. Maastricht : ECDMP. 19 p.
- BANQUE MONDIALE**, 1997. Partenaire et renforcement de capacités en Afrique ... rapport accessible au site de la Banque Mondiale.
- BANQUE MONDALE**, 2003. Strategy for the Republic of Senegal, Report No.25498, Senegal Country office, 82 p.
- BERNARD J.**, 2005. Aménagement du territoire au Burkina-Faso : les voies du développement sont-elles impénétrables ? le pays (journal quotidien au Burkina-Faso) No 3423.
- BOUVIER M.**, 1992. Finances locales. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, France ,97 p.
- CCE**, 1999. Coopération décentralisée : les leçons béninoises ; expériences et bilan d'une nouvelle approche du développement .Edition du Gret, Paris, France ,129 p.
- DAGBEGNON G.M.**, 2000. Guide méthodologique sur les modes de gestion des services publics locaux. Maison des collectivités locales, Cotonou, 65 p.
- DERRUAU M.**, 1987. Géographie humaines. Armand Colin.3<sup>ème</sup> édition, Paris, France, 227 p.
- DJANKAKI C.F.**, 2002. Le Bénin décentralisé édition corrigé. Tome2, Cotonou, 376 p.

- DJANKAKI C. F.**, 2007. La décentralisation au Bénin: l'impasse: le cas de la commune d'Abomey-Calavi, 62 p.
- DOSSOU S.**, 2006. Problématique d'un renforcement des ressources propres pour un réel développement local de la commune de Tori-Bossito. Mémoire de cycle II, ENAM/UAC, Abomey- Calavi, 71 p.
- DOVONON A.L.**, 2008. Contribution à l'étude de la foresterie urbaine d'Abomey. Mémoire de maîtrise, DGAT / Flash /UAC, Bénin, 100 p.
- DIALLO M. S.**, 2008. Participation des populations au développement local: de la Commune rurale de Koumban, Préfecture de Kankan. Mémoire de Maîtrise/FSS/UJYK, Guinée, 75 p.
- GRES.**, 2003. La dynamique institutionnelle des territoires entre gouvernance locale et régulation globale, 15 p.
- GUIDIBI M. E.**, 2006. Monographie de la commune de Lokossa. 54p.
- HASSANE A.**, 1999. Note de cours sur les collectivités locales et la planification. Institut Panafricain pour le Développement / Afrique de l'Ouest/Sahel, Ouagadougou, 103 p.
- HOUMENOU B.**, 2002. Nouvelle politique de développement local dans les pays en développement : cas du milieu rural au Bénin. Montpellier : communication au colloque Système Agro-Alimentaire Local (SYAL), 18 p.
- HOUNDENOU C.**, 1999. Variabilité climatique et maïsiculture en milieu tropical humide : l'exemple du Bénin, diagnostique et modélisation. Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, centre de recherche de climatologie, Dijon 309 p.
- HOUEE P.**, 1992. La Décentralisation : territoire ruraux et développement, édition Syros, tome 12.
- ILBOUDO E.**, 1995. Décentralisation et développement local. Espace public, légitimité et contrôle des ressources, Gret, Dijon ,20 p.
- KOUSSIHOUDE S.Y.J.**, 2005. Contribution au renforcement des capacités financières des communes. Cas de la Commune d'Avrankou ; Mémoire de cycle I, ENAM/UAC, Abomey-Calavi, 61 p.
- LAURENT P.J.**, 1995. Les pouvoirs politiques locaux et la décentralisation au Burkina-Faso, 175p.
- LE GUIDE DU MAIRE**, 2003. Mission de la décentralisation, Cotonou, 150 p.
- MAMAN S.**, 2000. Rôle des collectivités locales dans le développement de la Sous-Préfecture d'Ouaké. Mémoire de Maîtrise Géographie, UAC, 125 p.
- MCL**, 2000. Dynamique locale : n°002 pour un développement local durable : la coopération décentralisée Sud-Sud, 33 p.
- MD**, 2007. Le guide du maire. Le reflet, Cotonou, Bénin, 150 p.

- MATTEUDI E.**, 2012. Les enjeux du développement local en Afrique, ou comment repenser la lutte contre la pauvreté, Préface de Jean-Michel Severino, La Librairie des Humanités, Editions l'Harmattan, Paris.
- MED**, 2004. Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté, 131 p.
- MERCOIRET M.R.**, 1994. Appui aux producteurs ruraux, Ministère de la coopération, Kartala, Paris, 76 p.
- MCF**, 1994. De la gestion de terroirs au développement local, 29 p.
- MISD/DGAT**, 2001. Atlas monographique des communes du Bénin, Cotonou, Planurba, 18 p.
- MISD/MD**, 2002. Recueil des lois sur la décentralisation, Cotonou, 54 p.
- MOULAERT F., Hillier J., Nussbaumer J.**, 2008. Social Innovation and Territorial development. London : Ashgate
- OGOUWALE E.**, 2002. Stratégies endogènes de financement et de gestion du développement local dans l'arrondissement de Kilibo. Mémoire de Maitrise Professionnelle de géographie « option développement local », UAC ,87 p.
- OIT**, 2010. Développement local. Centre international de formation de l'OIT, 2 p.
- PAMPHILE S.**, 2000. Acteurs et enjeux de la décentralisation et du développement local, expérience d'une commune du Burkina-Faso, 45 p
- PATRICK A.**, 2016. Dynamique institutionnelle et sociale dans le développement local de la commune de Bohicon, 60 p.
- PDM**, 1995. Commune et Développement local dans les pays du Sahel. Cotonou, Bénin, 246 p.
- PNUD**, 1997. La Gouvernance en faveur du développement humain durable. 32 p.
- PNUD**, 2001. Rapport national sur le développement humain, Dakar, 264 p.
- ROCHEGUDE A.**, 2000. Décentralisation, acteurs locaux et fonciers ; mise en perspective juridique des textes sur la décentralisation et le foncier en Afrique de l'Ouest et du centre.PDM, 107 p.
- SARDAN J.P.O.**, 1995. Anthropologie et développement, Essai en socio anthropologie du changement social, Paris Karthala, 221p.
- SAWADOGO R.A.**, 2003. Etat, pouvoir et citoyenneté en Afrique, In Décentralisation en Afrique de l'Ouest : Entre politique et développement, p 96.
- SCHWARTZ R.L.**, 1995. The emergence of abstract representation in dyad problem solving. Journal of Learning Sciences, 4, 321-354.
- SEASTROM M.M.**, 2001. Taux de réponse comme outil de gestion de la qualité des données. Recueil de 2001 symposium de statistique Canada.

**ZAKARIA B.M.**,2004. Décentralisation et enjeux du développement local d'une région enclavée : cas de la commune de Sinendé. Mémoire de Maitrise de Géographie, UAC, 98 p.

## ANNEXES

### I- Questionnaire à l'endroit des populations

Date de l'enquête :

N° de la fiche :

#### Identification de l'enquêté

Nom :

Prénoms :

Age :

Sexe :

Arrondissement :

Quartier :

Groupe socio-culturel :

Groupe socio-professionnel:

#### ➤ OS 1 : IDENTIFIER LES TYPES D'ORGANISATIONS, INSTITUTIONS LOCALES ET INTERNATIONALES DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA COMMUNE DE LOKOSSA

1- Quelles sont les organisations et institutions qui interviennent dans votre localité ?

Un  Deux  Trois  Et plus

2- Si vous n'en connaissez pas de nom, savez-vous au moins qu'il en existe ?

Oui  Non

3- Quels sont leurs domaines d'interventions ?

Education  Culture  Santé  Assainissement

Autres

4- Quel est leur mode d'intervention ?

Direct  Délégation

#### ➤ OS 2 : Analyser la participation des populations locales dans les actions des organisations et institutions locales et internationales

5- Etes-vous impliqué à la conception et à la réalisation des projets de développement des organisations et institutions ?

Oui  Non

6- Comment participez-vous à la réalisation des projets de développement des organisations ?

Don de terre  Argent  Bénévolat  Conseils

7- Quel est le genre de votre participation ?

Volontaire  Contraint

8- Qui assure la gestion des infrastructures réalisées ?

Population  Mairie  Comités

9- Utilisez-vous les infrastructures réalisées ?

Oui  Non

Si non, pourquoi ?.....

10- Les infrastructures servent-elles à ceux à quoi elles devraient servir ?

Oui  Non

Si non, pourquoi ?.....

11- Les infrastructures sont-elles bien entretenues ?

Oui  Non

Si oui, comment ?.....

➤ **OS 3 : Evaluer les effets des interventions des organisations et institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa**

12- Les actions de ces institutions contribuent-elles au développement de votre localité ?

Oui  Non

Si oui, comment ?

Si non, pourquoi ?

13- Les différentes réalisations ont-elles changé quelque chose dans votre vie ?

Oui  Non

Si oui, quoi ?

14- Quelles sont vos recommandations à l'endroit des autorités et responsables des institutions ?

## **II- Guide d'entretien :**

### **❖ à l'endroit des organisations et institutions**

**Date de l'enquête :**

**N° de la fiche :**

#### **Identification de l'enquêté**

Nom :

Prénoms :

Age :

Sexe :

Arrondissement :

Quartier :

Institution :

Poste occupé :

- 1- Depuis combien d'années intervenez-vous dans cette commune ?
- 2- Quelle est la nature du partenariat entre vous et la commune ?
- 3- Quels sont vos domaines et modes d'intervention ?
- 4- Quelles sont les zones dans lesquelles vous intervenez dans la commune ?
- 5- Quelle est la typologie de votre organisation ou institution ?
- 6- Quelle est la contribution de la population dans vos zones d'interventions ?
- 7- Quelle est la quote-part de la commune dans les différentes réalisations ?
- 8- Quelles sont les contraintes que vous rencontrez sur le terrain ?
- 9- A qui confiez-vous la gestion des infrastructures réalisées ?
- 10- Quel était le niveau de développement de la commune dans le / les domaine (s) dans lequel ou lesquels intervenez-vous ?
- 11- Quelle est la portée de vos actions (statistiques et problèmes résolus) dans le développement de la commune ?
- 12- Qu'est-ce-qui a réellement changé dans la commune après vos différentes interventions ?
- 13- Qu'est-ce-que vos différentes réalisations ont changé dans le quotidien des populations ?
- 14- Quelles sont vos suggestions à l'endroit des autorités et des populations ?

### **III- Guide d'entretien :**

#### **❖ à l'endroit des autorités locales**

**Date de l'enquête :**

**N° de la fiche :**

#### **Identification de l'enquêté**

Nom :

Prénoms :

Age :

Sexe :

Arrondissement :

Quartier :

Institution :

Poste occupé :

- 1- Quelle est votre politique de promotion de la diplomatie territoriale et d'initiatives locales ?
- 2- Quelles sont les organisations et institutions qui interviennent dans votre commune ?
- 3- Combien sont-elles et quelle est leur envergure ?
- 4- Quels sont leurs domaines et modes d'intervention ?
- 5- Quelle est la typologie de chacune des organisations et institutions qui interviennent dans la commune ?
- 6- Leurs actions s'intègrent-elles aux programmes de développement de la commune ?
- 7- Quelle est la contribution des populations dans les différentes actions des organisations et institutions ?
- 8- Quelle est la quote-part de la commune dans les différentes réalisations ?
- 9- Quelles sont les contraintes liées à la population dans le cadre de la réalisation des infrastructures ?
- 10- Qui est chargé de la gestion des infrastructures réalisées par les organisations et institutions ?
- 11- Comment les actions des organisations et institutions ont-elles contribué au développement de la commune ?
- 12- Quelle est la proportion qu'occupe les réalisations des organisations et institutions par rapport aux réalisations communales ?
- 13- Quels sont les domaines qui ont été affectés par les actions ?
- 14- Qu'est-ce que les réalisations des organisations et institutions ont changé dans le quotidien des populations ?
- 15- Quelles sont vos suggestions à l'endroit des organisations, institutions et populations ?

**Tableau V** : Coordonnées géographiques des sièges de quelques organisations et institutions

<b>NATURE</b>	<b>X</b>	<b>Y</b>
<b>ABPF</b>	358505	734901
<b>ACMC</b>	357668	733468
<b>AGeFIB</b>	358056	733017
<b>ANPE</b>	358202	733578
<b>ARRONDISSEMENT DE HOIUN</b>	362591	733311
<b>ARRONDISSEMENT DE OUEDEME-ADJA</b>	354364	740912
<b>ARRONDISSEMENT DE LOKOSSA</b>	357000	733844
<b>ARRONDISSEMENT D'AGAME</b>	363563	743453
<b>ARRONDISSEMENT DE KOUDO</b>	366952	742463
<b>ASF-AGAME</b>	364006	743539
<b>ASF-OUEDEME-ADJA</b>	354366	740887
<b>ASPIIP</b>	358247	734149
<b>CLCAM</b>	358046	734364
<b>CRM</b>	357307	732998
<b>DCAM-BETHESDA</b>	357326	733055
<b>FAFA</b>	358815	734029
<b>Mairie de LOKOSSA</b>	297819	734300
<b>Mutuelle chrétienne</b>	357347	732992
<b>PAM</b>	358228	733407
<b>Préfecture de LOKOSSA</b>	358365	735238
<b>Protos</b>	357669	733477
<b>SONGHAI-BENIN</b>	358033	734358
<b>URP</b>	358204	733560

Source : Travaux de terrain, mars 2015

**Tableau VI : Liste et activités des Groupements Féminins (GF)**

<b>Groupements locaux</b>	<b>Années de création</b>	<b>Sièges</b>	<b>Activités principales</b>	<b>Problèmes</b>
<b>GF MISSOHI</b>	2008	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF GBEMEFA</b>	2003	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF MIDEJJI</b>	2007	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF VIVODE</b>	2001	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF AFFOSSOGBE</b>	2004	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF AMAZONE</b>	2008	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF NONVIKPOKPO</b>	2006	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF ENAGNON</b>	2008	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats

<b>GF SINDEKON</b>	2001	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF MASSETOHO</b>	2001	AGAME	Achat et transformation des produits agricoles ; Assainissement	Main d'œuvre insuffisante, manque des magasins de stockage, manque d'équipements adéquats
<b>GF DIGBONDE</b>	03-02-1998	LOKOSSA	Gestion cuve à pétrole Banque de vivre verger	Manque de fonds de roulement Manque de magasin
<b>GF TONAGNON</b>	13-02-1998	LOKOSSA	Gestion cuve à pétrole Elevage et jardinage	vétusté du poulailler mort des poules
<b>GF MIHINAYI</b>	1993	LOKOSSA	Elevage des poules pondeuses Banque de vivres et petit commerce	Capital insuffisant Analphabétisme
<b>GF GBENONKPO</b>	29-08-1996	LOKOSSA	- banque de vivres Transformation du manioc en gari	Capital insuffisant Manque de matériel de transformation de gari (râpeuse)
<b>GF OBOUBE</b>	15-01-1995	LOKOSSA	Elevage de porcins Banque de vivre	Manque de porcherie et de magasin Capital insuffisant
<b>GF DEKAMILEY</b>	1996	LOKOSSA	Elevage de porc Banque de vivre	Pas de portes modernes pour la porcherie, de provende et du matériel d'entretien de la mangeoire
<b>GF MISSEBO</b>	03-05-1996	LOKOSSA	Production végétale	Pas de fonds de roulement
<b>GF DOMAVO</b>	30-08-1998	LOKOSSA	Jardinage Elevage porcins	Manque de porcherie, d'outils de jardinage et de la clôture du jardin attelée
<b>GF MILAWE</b>	1995	LOKOSSA	Tissage Production et commercialisation de l'huile rouge Banque de vivres	Manque d'atelier moderne de tissage et de magasin de stockage Pas de fonds de roulement

<b>GF NONVIGNON</b>	1994	LOKOSSA	Elevage de petits ruminants	Manque de fonds de roulement
<b>GF ELAVAGNON</b>	15-11-1997	LOKOSSA	Transformation d'huile d'arachide Fabrication de beignets d'arachide	Manque de matériel de transformation (presseuse, casseroles)
<b>GF NONVIWÔWÔ</b>	-	LOKOSSA	Banque de vivres Culture de rente Elevage de porcs	Manque de magasin moderne Capital insuffisant
<b>GF ALLÔWÊNOMBLO</b>	-	AGAME	Banque de vivres et commercialisation	Pas de magasin de stockage
<b>GF TOTCHEGNON</b>	1994	AGAME	Production végétale	Appauvrissement des sols Manque d'arrosoirs
<b>GF GBÊGNINO</b>	1996	AGAME	Production animale	Pas de poulailler moderne Epidémie
<b>GF AYIKPEMI</b>	1994	AGAME	Maraîchage	Manque d'équipements de culture attelée et d'engrais
<b>GF ALLÔDO-ALLÔME</b>	1996	AGAME	Production végétale	Manque d'intrants agricoles Mévente
<b>GF NAGNINOUE</b>	18-02-1994	AGAME	Agriculture (haricot, riz, arachide) Banque de vivres	Non équipé en matériels de culture attelée Pas de magasin Faible fonds de roulement
<b>GF HOUNOUSSOU</b>	16-11-96	AGAME	Tissage	Manque d'atelier moderne Manque de machines de tissage Mévente
<b>GF SONAGON</b>	1999	AGAME	Banque de vivres	Manque de pousse-pousse Manque de fonds de roulement
<b>GF VÊNOMBLO</b>	28-11-1996	AGAME	Banque de vivres	Manque de pousse-pousse Manque de fonds de roulement
<b>GF MÊDÔ</b>	07-04-2000	AGAME	Transformation d'arachide en huile	Manque de presse huile et de magasin Analphabétisme
<b>GF AYIDEHOU</b>	2002	AGAME	Agriculture Petit commerce des produits vivriers	Pauvreté des sols Manque de pistes de desserte

				rurale
<b>GF TANAME</b>	2000	KOUDO	Transformation de l'arachide en huile et beignets	Manque de fonds de roulement Manque de magasin
<b>GF MIDEHOU</b>	15-02-2001	KOUDO	Elevage de volaille	Manque de poule de race, de couveuse, de pondeuse, de grillage et fonds de roulement
<b>GF AGNINONKPLE</b>	15-04-1995	KOUDO	Elevage de porcins	Faible fonds de roulement Porcherie archaïque
<b>GF YEMALIN</b>	02-05-1996	KOUDO	Agriculture Commercialisation du riz et de l'huile d'arachide	Insuffisance de fonds de roulement Pas de matériels de travail
<b>GF AYIDEKON</b>	1997	KOUDO	Transformation arachide en huile	Manque de presse huile et de fonds de roulement
<b>GF YENAWA</b>		KOUDO	Maraîchage	Manque de magasin
<b>GF DJROMITON</b>	25-02-2001	KOUDO	Banque de vivres	Manque de magasin
<b>GF DIMBOMON</b>	03-02-1998	OUEDEME-ADJA	Banque de vivres	Manque de magasin
<b>GF MISSOGBE</b>	07-01-1993	OUEDEME-ADJA	Maraîchage	Pas de dispositif d'irrigation
<b>GF EVAEME</b>	15-06-1998	OUEDEME-ADJA	Maraîchage	Manque d'équipements de culture attelée Manque de magasin de stockage Pas de terrain appartenant au GF
<b>GF MIANGNON</b>	2003	OUEDEME-ADJA	Maraîchage	Manque de terres cultivables
<b>GF NONVISSI</b>	Fév. 1997	OUEDEME-ADJA	Fabrication du gari Exploitation champs de manioc Stockage et commercialisation de produits tropicaux	Faible fonds de roulements Manque de matériels de fabrication de produits
<b>GF LOMNAVA</b>	1992	OUEDEME-ADJA	Stockage et commercialisation de produits agricoles Production de manioc	Faible fonds de roulement Inflation et mévente Manque de suivi
<b>GF ALEYO</b>	1999	HOUIN	Maraîchage	Manque d'institutions bancaires

				de micro crédits
<b>GF GBENONDOU</b>	2002	HOUIN	Maraîchage	Manque de semences Divagation d'animaux dans le jardin
<b>GF MITONDJI</b>	1992	HOUIN	Maraîchage Elevage	Manque d'équipements de culture attelée Manque de magasin de stockage Manque d'intrants agricoles
<b>GF GBENONDOU</b>	-	HOUIN	Agriculture Elevage	Pauvreté des sols Manque de fonds de roulement

Source : Travaux de terrain, 2013

**Tableau VII : Liste et activités des Groupements villageois (GV)**

Groupements locaux	Année de création	Sièges	Activités principales	Problèmes
<b>GV AHOSSA</b>	23-05-1997	KOUDO	Culture vivrière	- Manque de fonds de roulement - Manque de magasin de stockage
<b>GV DEKANDJI</b>	28-09-1995	KOUDO	Production de manioc	- pauvreté des sols
<b>GV KPLOGODOME</b>	1998	KOUDO	- Culture vivrière - Riziculture	- manque de pistes de desserte rurale - manque d'intrants agricoles
<b>GV KPODJI</b>	-	KOUDO	- Culture niébé et arachide	- Manque de magasin de stockage - manque d'intrants agricoles - manque de pistes de déserte rurale
<b>GV ACLÔ</b>	07-05-1995	KOUDO	Production végétale Main d'œuvre	Pauvreté des sols
<b>Groupement des éleveurs de KPIDJI</b>	Avril 1997	KOUDO	- Elevage d'ovins	- manque de fonds de roulement
<b>GV AYIHOHOUE</b>	13-05-1999	KOUDO	Production agricole	Pistes défectueuses Manque de magasin de stockage
<b>GV DOKODOHOUE</b>	1996	AGAME	- Culture vivrière	Manque d'équipements de culture attelée

				Manque de magasin de stockage Manque d'intrants agricoles
<b>GV HOUAME</b>	-	AGAME	- Culture vivrière	Manque d'engrais Manque de magasin de stockage Manque de culture attelée
<b>GV AGNIGBAVÊDJI</b>	-	AGAME	- Culture de maïs, manioc, haricot	Pas d'eau potable Manque de magasin de stockage Insuffisance d'engrais
<b>GV AGNITO</b>	15-05-1996	AGAME	- Culture de maïs, manioc	Manque de magasin moderne Manque de produits de traitement
<b>GV GBEGNIDO</b>	07-02-1997	AGAME	- Culture de maïs	Manque de magasin moderne Manque de produits de traitement
<b>GV DAKPEHOUN</b>	07-02-1997	AGAME	Production cotonnière	Insuffisance en fourniture d'engrais
<b>GV ADROGBO</b>	17-04-115	AGAME	- Culture vivrière Production végétale	Appauvrissement des sols
<b>GV ZOUNGBOME</b>	-	AGAME	- Culture vivrière	Manque de produits de traitement
<b>GV OUEDEME CENTRE</b>	18-03-1997	OUEDEME ADJA	- Production de manioc	Enclavement manque de pistes de desserte rurale Manque de magasin de stockage
<b>GV MONKPA</b>	-	OUEDEME ADJA	- Production de manioc	Enclavement manque de pistes de desserte rurale Manque de magasin de stockage
<b>GV Elolo de Zounmè</b>	-	OUEDEME ADJA	- Culture vivrière	Manque de produits de traitement
<b>GV HLODO</b>	-	OUEDEME ADJA	Production maïs et manioc	Manque de pistes de desserte rurale
<b>GV SEDJA-GLETA</b>	15-02-1994	OUEDEME ADJA	Production agricole	Faible fonds de roulement Pauvreté des sols Manque de pistes de desserte rurale
<b>GV WIDAHO</b>	28-12-1994	HOUIN	Production du manioc	Faible fonds de roulement Enclavement Mévente des produits locaux

<b>GV DESSA</b>	11-03-1997	HOUIN	Production du palmier à huile	Manque de magasin de stockage
<b>GV VEHA</b>	11-03-1996	HOUIN	Production du palmier à huile	Faible fonds de roulement Désertification Insuffisance d'intrants agricoles
<b>GV MINABLOTODO</b>	2009	LOKOSSA	Assainissement	Non disponibilité des matériels de travail adéquats
<b>GV AÏDEOU</b>	1998	KOUDO	Production du palmier à huile, manioc	Main d'œuvre insuffisante, insuffisance d'intrants et machine de transformation
<b>GV WANGNINAN</b>	1998	KOUDO	Production du palmier à huile, manioc	Main d'œuvre insuffisante, insuffisance d'intrants et machine de transformation
<b>GV KPLEBOWA KPLEBODOU</b>	2001	KOUDO	Production du palmier à huile, manioc	Main d'œuvre insuffisante, insuffisance d'intrants et machine de transformation
<b>GV YANIVO</b>	2009	KOUDO	Production du palmier à huile, manioc	Main d'œuvre insuffisante, insuffisance d'intrants et machine de transformation
<b>GV MINABLOTODO</b>	1976	AGAME	Production du palmier à huile, manioc	Main d'œuvre insuffisante, insuffisance d'intrants et machine de transformation
<b>GV ALLOLEALOME</b>	2003	KOUDO	Production du palmier à huile, manioc	Main d'œuvre insuffisante, insuffisance d'intrants et machine de transformation
<b>GV AGLEGNON</b>	2009	OUEDEME-ADJA	Maraîchage	Problème de financement

Source : Travaux de terrain, 2013

## **LISTE DES FIGURES**

<b>Figure 1</b> : Situation géographique de la Commune de Lokossa.....	16
<b>Figure 2</b> : Variabilité inter-mensuelle des précipitations dans la Commune de Lokossa.....	17
<b>Figure 3</b> : Evolution de la population de la Commune de Lokossa de 1960 à 2013.....	20
<b>Figure 4</b> : Effectif des organisations et institutions par catégorie .....	29
<b>Figure 5</b> : Modes d'intervention des partenaires .....	31
<b>Figure 6</b> : Nature du financement des projets .....	32
<b>Figure 7</b> : Répartition des sièges des organisations et institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa. ....	33
<b>Figure 8</b> : Contribution financière des partenaires selon la nature.....	43
<b>Figure 9</b> : Evolution des contributions financières des partenaires de 2005 à 2013 .....	44
<b>Figure 10</b> : Types de participation.....	45
<b>Figure 11</b> : Types de participation selon les tranches d'âge .....	47
<b>Figure 12</b> : Types de participation selon le sexe .....	48

## **LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau I</b> : Synthèse de la recherche documentaire.....	23
<b>Tableau II</b> : Répartition des ménages enquêtés .....	25
<b>Tableau III</b> : Collectivités territoriales en collaboration avec la commune de Lokossa .....	29
<b>Tableau IV</b> : Catégories des partenaires et domaines d'intervention.....	35
<b>Tableau V</b> : Coordonnées géographiques des sièges de quelques organisations et institutions ..	63
<b>Tableau VI</b> : Liste et activités des Groupements Féminins (GF) .....	64
<b>Tableau VII</b> : Liste et activités des Groupements villageois (GV).....	68

## LISTE DES PHOTOS ET PLANCHE DE PHOTOS

<b>Planche 1</b> : Construction de salle de classe plus magasin à Kissawe et à Houin-Tokpa.....	37
<b>Planche 2</b> : Point de regroupement des déchets d'Adjacomè et Entrée de la place de l'indépendance de Lokossa .....	38
<b>Photo 1</b> : Borne fontaine à Houin centre.....	39
<b>Planche 3</b> : Jardin de choux puis de piment en fin de cycle dans l'arrondissement de Lokossa. .	41
<b>Planche 4</b> : Unité de transformation de noix de palme dans l'arrondissement de Lokossa.....	41
<b>Planche 5</b> : Place de l'indépendance de Lokossa et Place publique de Takon .....	42

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE .....	2
SIGLES ET ACRONYMES .....	3
DEDICACE .....	4
REMERCIEMENTS .....	5
RESUME .....	6
ABSTRACT .....	6
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE.....	9
1.1 Problématique.....	9
1.2 Objectifs de recherche .....	11
1.3 Hypothèses de recherche.....	11
1.4. Clarification de quelques concepts .....	11
1.4.1. Collectivités locales ou territoriales.....	12
CHAPITRE II : CADRE D'ETUDE.....	15
2.1. Situation géographique .....	15
2.2. Caractéristique biophysique .....	17
2.2.1. Climat.....	17
2.2.2. Relief.....	18
2.2.3. Sol, végétation et hydrographie .....	18
2.2.4. Données humaines .....	20
2.2.5. Développement des activités .....	20
CHAPITRE III : DEMARCHE METHODOLOGIQUE .....	23
3.1. Collecte des données.....	23
3.1.1. Recherche documentaire .....	23
3.1.2. Travaux de terrain.....	24
3.2. Données et méthodes relatives à l'objectif spécifique : étudier les modes d'intervention des organisations et institutions locales et internationales dans le développement local de la commune de Lokossa .....	25
3.2.1. Matériels de collecte des données.....	25
3.2.2. Méthodes de collecte des données .....	25
3.2.3. Méthode de traitement des données.....	25
N : nombre de personne ayant choisi le même facteur.....	26
3.3. Méthodes et données relatives à l'objectif spécifique : évaluer les impacts des interventions des organisations et institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa .....	26
3.3.1. Matériel et outils de collecte des données .....	26
3.3.2. Collecte des données.....	26
3.3.3. Traitement des données.....	26

3.4. Méthodes et données relatives à l'objectif spécifique : analyser la participation des populations locales dans les actions des organisations et institutions locales et internationales ..	26
3.4.1. Matériel de collecte des données .....	26
3.4.2. Collecte des données.....	26
3.4.3. Traitement des données.....	27
CHAPITRE IV : RESULTATS .....	28
4.1. Modes d'intervention des organisations, institutions locales et internationales .....	28
4.1.1. Typologie des institutions et organisations .....	28
4.1.2. Modes d'intervention des organisations et institutions.....	31
4.1.3. Nature du financement des projets par catégorie de partenaires .....	31
4.2. Impacts des interventions des organisations et institutions locales et internationales dans la commune de Lokossa .....	32
4.2.1. Répartition Spatiale des réalisations des partenaires de la commune.....	32
4.2.2. Catégories de partenaires et domaines d'intervention .....	34
4.2.3. Réalisations des partenaires de la commune .....	36
4.2.4. Domaines d'intervention des partenaires .....	36
4.2.5. Contribution financière des partenaires .....	43
4.2.6. Répartition des contributions financières des partenaires dans le temps.....	44
4.3. Participation des populations locales dans les actions des organisations et institutions .....	44
4.3.1. Types de participation des populations .....	45
4.3.2. Participation de la population selon les tranches d'âge .....	46
4.3.3. Participation de la population selon le sexe .....	47
CHAPITRE V: DISCUSSION.....	49
5.1. Modalité d'intervention des partenaires au développement.....	49
5.2. Impacts socioéconomiques des actions des partenaires de la commune .....	50
5.3. Participation des populations aux actions des partenaires de la commune.....	51
CONCLUSION.....	53
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	55
ANNEXES .....	59
LISTE DES FIGURES .....	71
LISTE DES TABLEAUX .....	71
LISTE DES PHOTOS ET PLANCHE DE PHOTOS .....	72
TABLE DES MATIERES .....	73